

BULLETIN OFFICIEL

CONVENTIONS COLLECTIVES



BULLETIN OFFICIEL
CONVENTIONS COLLECTIVES

BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

FASCICULE N° 2016/12 DU 9 AVRIL 2016

	<u>Pages</u>
Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social....	1
Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	(*)

(*) Aucun texte du ministère de l'agriculture dans le *BO* n° 12.

MINISTÈRE DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DU DIALOGUE SOCIAL

CONVENTIONS COLLECTIVES

SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2016/12

CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	<u>Pages</u>
Centres de gestion agréés : accord n° 16-1 du 22 janvier 2016 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2016.....	4
Confiserie, chocolaterie, biscuiterie (détaillants, détaillants-fabricants) : avenant n° 2 du 21 décembre 2015 à l'avenant n° 18 du 16 janvier 2013 relatif au régime de prévoyance...	5
Confiserie, chocolaterie, biscuiterie (détaillants, détaillants-fabricants) : avenant n° 34 du 25 janvier 2016 à l'annexe III relative aux salaires.....	10
Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement : avenant n° 21 du 10 janvier 2016 relatif à la valeur du point au 1 ^{er} janvier 2016	12
Dentaires (cabinets) : accord du 15 janvier 2016 relatif à l'harmonisation de la grille salariale au 1 ^{er} janvier 2016	14
Immobilier : avenant du 1 ^{er} février 2016 relatif aux salaires minima au 1 ^{er} janvier 2016.....	16
Maisons d'étudiants : avenant n° 61 du 21 janvier 2016 relatif au point conventionnel.....	18
Métallurgie (ingénieurs et cadres) : accord du 28 janvier 2016 relatif aux salaires minimaux garantis pour l'année 2016	19
Métallurgie (Cher) : accord du 29 janvier 2016 relatif à la valeur du point et aux RMH au 1 ^{er} février 2016.....	25
Métallurgie (Cher) : avenant du 29 janvier 2016 relatif à la garantie annuelle territoriale de rémunération effective applicable au 1 ^{er} janvier 2016.....	31
Métallurgie (Haute-Vienne et Creuse) : avenant du 22 janvier 2016 relatif aux salaires et aux primes au 1 ^{er} janvier 2016	34
Métallurgie (Seine-et-Marne) : avenant du 29 janvier 2016 relatif aux taux effectifs garantis annuels et aux primes au 1 ^{er} janvier 2016.....	39
Plasturgie : accord du 14 janvier 2016 relatif aux salaires minima mensuels au 1 ^{er} février 2016.....	45
Pharmaceutique (industrie) : accord du 21 janvier 2016 relatif aux frais de logement et de nourriture des salariés des métiers de la promotion	48
Poissonnerie : avenant n° 89 du 9 février 2016 relatif aux salaires minima au 1 ^{er} janvier 2016	50
Pôle emploi : accord du 25 janvier 2016 à l'accord du 18 mars 2011 relatif à l'assurance complémentaire santé et à la prévoyance.....	55

Sécurité sociale (organismes) : avenant du 2 février 2016 modifiant l'avenant du 17 mai 1988 relatif à la prime de crèche	71
Sécurité sociale (organismes) : accord du 2 février 2016 relatif aux frais de déplacement susceptibles d'être accordés aux agents d'exécution, cadres et agents des corps de contrôle mutés	72
Sécurité sociale (organismes) : accord du 2 février 2016 relatif aux frais de déplacement des ingénieurs-conseils mutés	73
Sécurité sociale (organismes) : accord du 2 février 2016 relatif à l'indemnité de responsabilité des caissiers, aides-caissiers et payeurs.....	74
Sécurité sociale (organismes) : avenant du 2 février 2016 relatif au remboursement des prêts accordés aux agents par les caisses en vue de l'achat d'un véhicule à moteur	75
Sécurité sociale (organismes) : avenant du 2 février 2016 relatif au remboursement des prêts accordés aux agents de direction, aux agents comptables et aux ingénieurs-conseils en vue de l'achat d'un véhicule automobile	76
Sociaux et socioculturels (centres) : avenant n° 02-16 du 5 février 2016 relatif aux salaires au 1^{er} janvier 2016	77
Transports routiers : avenant n° 64 du 7 janvier 2016 relatif aux frais de déplacement des ouvriers (annexe I)	78
Travaux publics (Rhône-Alpes [ouvriers]) : accord du 1^{er} février 2016 relatif aux salaires minima pour l'année 2016	81
Travaux publics (Rhône-Alpes [ETAM]) : accord du 1^{er} février 2016 relatif aux salaires minima pour l'année 2016	83

Brochure n° 3220

Convention collective nationale

IDCC : 1237. – CENTRES DE GESTION AGRÉÉS

ACCORD N° 16-1 DU 22 JANVIER 2016
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2016

NOR : ASET1650331M
IDCC : 1237

Entre :

La FCGA,

D'une part, et

L'UNSA FESSAD ;

La CFDT ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

En application de l'article 10, paragraphe 1, de la convention collective nationale du personnel des centres de gestion agréés, la valeur du point retenue pour le calcul des rémunérations minimales annuelles sera la suivante à compter du 1^{er} janvier 2016 : 88 €.

La valeur du point ci-dessus et le coefficient hiérarchique déterminent un salaire annuel minimum correspondant à un horaire de 39 heures par semaine.

« Article 10

Rémunération

Lorsque, dans un centre, les horaires de travail ont été ramenés à 35 heures, la valeur du point visée à l'article 10 de la convention collective pour un horaire de 39 heures sera ramenée à 35/39.

Pour la valeur du point fixée au 1^{er} janvier 2016, elle sera fixée à $88 \times 35/39 = 78,97$ €.

Fait à Paris, le 22 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3224

Convention collective nationale

**IDCC : 1286. – CONFISERIE, CHOCOLATERIE, BISCUITERIE
(Détailants et détaillants-fabricants)**

AVENANT N° 2 DU 21 DÉCEMBRE 2015
À L'AVENANT N° 18 DU 16 JANVIER 2013
RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : ASET1650315M
IDCC : 1286

PRÉAMBULE

La convention collective nationale des détaillants, détaillants-fabricants de la confiserie, chocolaterie, biscuiterie n° 3224 a instauré de manière mutualisée au profit des salariés, cadres et non cadres, relevant de son champ d'application un régime complémentaire de prévoyance, le régime existant étant amélioré par le présent avenant.

Article 1^{er}

Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 5.2.1 « Garantie incapacité de travail », l'article 5.2.2 « Garantie invalidité », l'article 5.2.5 « Reprise des encours », l'article 5.4 « Garantie rente éducation » et l'article 6 « Cotisations » de l'avenant n° 18 du 16 janvier 2013.

Article 2

Garanties minimales obligatoires

L'article 5.2.1 « Garantie incapacité de travail », l'article 5.2.2 « Invalidité », l'article 5.2.5 « Reprise des encours » et l'article 5.4 « Garantie rente éducation » de l'avenant n° 18 du 16 janvier 2013 sont modifiés comme suit :

« 5.2.1. Garantie incapacité de travail

En cas d'incapacité de travail pour cause de maladie, d'accident du travail, d'accident de trajet, de maladie professionnelle, les salariés bénéficient des dispositions de l'article 40 de la convention collective nationale du 1^{er} janvier 1984.

Lorsque cette incapacité de travail se poursuit au-delà des périodes prévues par les dispositions de mensualisation susvisées, les salariés bénéficient d'une indemnisation complémentaire à celle de la sécurité sociale à hauteur de 65 % du salaire de référence, sous déduction des indemnités journalières brutes de la sécurité sociale, et ce jusqu'au 1 095^e jour d'arrêt de travail.

Pour les salariés ne justifiant pas de l'ancienneté nécessaire pour bénéficier de l'indemnisation au titre de la garantie "maintien de salaire", l'indemnisation au titre de l'incapacité de travail débutera à l'issue d'une franchise de 60 jours d'arrêt de travail continu.

En tout état de cause, le cumul des sommes reçues au titre de la sécurité sociale, du régime de prévoyance ainsi que de tout autre revenu (salaire à temps partiel, indemnités Pôle emploi...) ne pourra conduire l'intéressé à percevoir une rémunération nette supérieure à celle qu'il aurait perçue s'il avait poursuivi son activité professionnelle.

En cas d'épuisement des droits à mensualisation, l'indemnisation intervient après la période de franchise de la sécurité sociale.

Si le participant reprend son travail et si une rechute provenant du même accident ou de la même maladie provoque un nouvel arrêt dans un délai inférieur à 2 mois, les prestations qui reprennent sont calculées sur les mêmes bases qu'avant ladite reprise du travail. Une rechute survenant plus de 2 mois après la reprise du travail est considérée comme un nouvel accident ou une nouvelle maladie, et la franchise est à nouveau applicable.

Les indemnités journalières complémentaires ne sont versées que si le salarié perçoit des indemnités journalières de la sécurité sociale. Lorsque le régime de la sécurité sociale réduit ses prestations, les indemnités journalières complémentaires sont réduites à due concurrence.

Le versement des indemnités journalières complémentaires cesse :

- à la date d'effet de la liquidation de la pension vieillesse de la sécurité sociale du salarié (sauf pour les salariés en situation de cumul emploi-retraite remplissant les conditions d'ouverture des droits aux prestations en espèces de la sécurité sociale) ;
- lors de la reprise du travail du salarié ;
- au décès du salarié ;
- lors de la notification de classement en invalidité du salarié par la sécurité sociale. »

« 5.2.2. Garantie invalidité

En cas d'invalidité réputée permanente consécutive à une maladie ou à un accident, ou en cas d'incapacité permanente consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, survenant pendant la période d'affiliation du salarié au présent régime, le salarié perçoit les prestations suivantes :

- pour une invalidité de 1^{re} catégorie ou pour une incapacité permanente dont le taux est compris entre 33 % et 66 %, le montant de la rente est de 39 % du salaire de référence, sous déduction de la rente brute versée par la sécurité sociale ;
- pour une invalidité de 2^e ou de 3^e catégorie ou pour une incapacité permanente dont le taux est égal ou supérieur à 66 %, le montant de la rente est de 65 % du salaire de référence, sous déduction de la rente brute versée par la sécurité sociale.

En tout état de cause, le cumul des sommes reçues au titre de la sécurité sociale, du régime de prévoyance ainsi que de tout autre revenu, salaire à temps partiel ou un quelconque revenu de substitution, ne pourra conduire l'intéressé à percevoir une rémunération nette supérieure à celle qu'il aurait perçue s'il avait poursuivi son activité professionnelle.

Le service de la rente est maintenu sous réserve du versement de la rente d'invalidité de la sécurité sociale et au plus tard jusqu'à la liquidation d'une pension vieillesse de la sécurité sociale ou jusqu'au décès du salarié. La rente est réduite ou suspendue en cas de réduction ou de suspension de la pension versée par la sécurité sociale. »

« 5.2.5. Reprise des encours

L'entreprise qui adhère au régime de prévoyance doit, dès son adhésion, produire la liste déclarative des salariés en arrêt de travail, sous réserve que le contrat de travail soit toujours en vigueur, ainsi que la liste des rentes éducation et des rentes handicap.

Au vu de cette déclaration, et selon le cas, seront garantis à la prise d'effet de l'adhésion de l'entreprise :

- l'indemnisation des salariés en incapacité de travail pour cause de maladie et d'accident en cours à la date d'effet de l'adhésion, pour les salariés dont le contrat de travail est en vigueur à la date d'effet de l'adhésion, alors qu'il n'existe aucun organisme assureur précédent. Les salariés reconnus invalides par la sécurité sociale antérieurement à l'adhésion de l'entreprise ne seront pas indemnisés au titre de la garantie invalidité du présent régime de prévoyance ;
- les revalorisations futures portant sur les indemnités journalières, rentes d'invalidité, rentes éducation et rentes handicap en cours de service versées au titre d'un contrat précédent souscrit par l'adhérent auprès d'un autre organisme assureur ;
- l'éventuel différentiel de garantie décès en cas d'indemnisation moindre prévue par un précédent contrat de prévoyance collective conclu par l'adhérent au profit des salariés en arrêt de travail dont le contrat de travail n'est pas rompu à la date d'effet de l'adhésion.

En cas de changement d'état pathologique ou en d'accident, les salariés en incapacité de travail devenant invalides seront indemnisés dans les conditions définies à l'article 5.2.2, sauf si le droit à une prestation d'invalidité est né pendant une période garantie par le contrat de l'assureur précédent. Sous cette réserve, les garanties décès, rente éducation et rente handicap, définies aux articles 5.4 à 5.7, s'appliquent aux salariés en arrêt de travail dont le contrat de travail est en cours à la date d'adhésion de l'entreprise au présent régime.

Les dispositions ci-dessous sont applicables sous réserve d'une éventuelle surcotation pour toutes les adhésions ou déclarations intervenant à compter de la date d'effet de l'avenant n° 2 à l'avenant n° 18 du 16 janvier 2013.

L'organisme assureur procédera à l'analyse du risque propre à l'entreprise concernée et portant sur les garanties couvertes par le présent régime de prévoyance, et ce au regard des déclarations faites par l'entreprise sur le nombre de salariés en arrêt de travail et en invalidité et sur les ayants droit percevant des rentes éducation et handicap. L'organisme assureur évaluera, le cas échéant, la nécessité de constituer des provisions et adaptera le montant des cotisations dues par l'entreprise après avis et validation de la commission paritaire. Afin d'éviter tout déséquilibre éventuel du régime de prévoyance, l'organisme assureur indiquera à l'entreprise les modalités d'appel de cette éventuelle surcotation. »

« Article 5.4

Garantie rente éducation

En cas de décès d'un salarié ou d'invalidité permanente et totale, il est versé pour chacun des enfants à charge du salarié au jour de son décès une rente éducation dont le montant est calculé comme suit :

- jusqu'à leur 18^e anniversaire, son montant annuel est égal, pour chaque enfant, à 25 % du salaire brut plafonné à la tranche B ;
- au-delà et jusqu'au 26^e anniversaire, son montant annuel est égal, pour chaque enfant, à 25 % du salaire brut plafonné à la tranche B pendant la durée de l'apprentissage, des études ou dans le cadre d'un stage préalable à l'exercice d'un premier emploi rémunéré.

Le salaire de référence servant de base de calcul des prestations est égal au salaire brut (tranche A et tranche B) perçu au cours des 12 derniers mois précédant le décès ou l'invalidité permanente et totale.

Le montant de la rente servie par enfant à charge ne pourra être inférieur à 800 € par mois.

En cas de décès du conjoint, du concubin ou du partenaire lié par un Pacs du salarié décédé postérieur au décès de ce dernier, le montant de chaque rente éducation versée est doublé. Les définitions de concubin et de partenaire de Pacs sont celles retenues pour l'application de l'article 5.3.1 ci-dessus.

Pour l'application de la présente garantie, sont considérés comme enfants à charge, indépendamment de la position fiscale, les enfants du salarié et de son conjoint (concubin ou partenaire lié par un Pacs), qu'ils soient légitimes, naturels, adoptifs, reconnus ou recueillis :

- jusqu'à leur 18^e anniversaire, sans condition ;
- jusqu'à leur 26^e anniversaire, sous condition soit :
 - de poursuivre des études dans un établissement d'enseignement secondaire, supérieur ou professionnel, dans le cadre d'un contrat de professionnalisation ou encore dans le cadre d'une inscription au Centre national d'enseignement à distance (CNED) ;
 - d'être en apprentissage ;
 - de poursuivre une formation professionnelle en alternance, dans le cadre d'un contrat d'aide à l'insertion professionnelle des jeunes associant, d'une part, des enseignements généraux professionnels et technologiques dispensés pendant le temps de travail, et d'autre part l'acquisition d'un savoir-faire par l'exercice en entreprise d'une ou de plusieurs activités professionnelles en relation avec les enseignements reçus ;
 - d'être, préalablement à l'exercice d'un premier emploi rémunéré, inscrits auprès du régime d'assurance chômage comme demandeurs d'emploi ou stagiaires de la formation professionnelle ;
 - d'être employés dans un centre d'aide par le travail ou dans un atelier protégé en tant que travailleurs handicapés.

Par assimilation, sont également considérés comme à charge :

- les enfants du salarié à naître et nés viables ;
- les enfants recueillis, c'est-à-dire ceux de l'ex-conjoint éventuel, du conjoint, du (de la) concubin(e) ou du partenaire lié par un Pacs de l'assuré qui ont vécu au foyer jusqu'au moment du décès et si l'autre parent n'est pas tenu au versement d'une pension alimentaire.

La rente est versée sans limitation de durée au bénéficiaire lorsque l'enfant à charge, au moment du décès du participant, est reconnu en invalidité équivalente à l'invalidité de 2^e ou 3^e catégorie de la sécurité sociale justifiée par un avis médical ou tant qu'il bénéficie de l'allocation aux adultes handicapés et tant qu'il est titulaire de la carte d'invalidité civile. Cet état d'invalidité doit être reconnu avant la limite de versement de la rente éducation prévue par la garantie. »

Article 3

Cotisations

L'article 6 « Cotisations » de l'avenant n° 18 du 16 janvier 2013 est modifié comme suit :

« Les cotisations sont calculées sur la rémunération brute annuelle, toutes primes et indemnités confondues, supportant les charges sociales, réparties comme suit :

L'affectation des cotisations aux diverses prestations du régime de prévoyance est fixée comme suit :

Décès	0,17 % salaire total
Rente éducation	0,08 % tranche A / tranche B
Rente handicap	0,02 % tranche A / tranche B
Incapacité de travail	0,07 % tranche A / tranche B
Invalidité	0,06 % tranche A / tranche B
Total	0,17 % salaire total + 0,23 % tranche A / tranche B

Le taux de cotisation de la garantie « maintien de salaire » prévu à l'article 40 de la convention collective nationale est fixé comme suit :

Maintien de salaire	0,23 % Salaire total
---------------------	----------------------

Tranche A (TA) : partie du salaire brut limitée au plafond annuel de la sécurité sociale.

Tranche B (TB) : partie du salaire brut comprise entre 1 et 4 fois le plafond annuel de la sécurité sociale.

Salaire total (ST) : masse salariale brute totale du personnel affilié.

Le taux de cotisation est examiné annuellement, au vu de la présentation des comptes de résultats et de l'équilibre du régime. Le taux de cotisation peut être révisé à tout moment par accord des parties.

Les cotisations sont réparties de la manière suivante :

- 60 % à la charge de l'employeur ;
- 40 % à la charge du salarié.

Le taux de cotisation inhérent à la garantie « maintien de salaire » pour maladie ou accident est à la charge exclusive de l'employeur.

Les cotisations sont réglées trimestriellement par l'entreprise à terme échu.

Article 4

Date d'effet

Le présent avenant prend effet le 1^{er} janvier 2016.

Article 5

Dépôt. – Extension

Le présent avenant est établi en vertu des dispositions du code du travail relatives à « la négociation collective – les conventions et accords collectifs du travail » (livre II de la partie II).

Il est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des organisations signataires et être déposé en deux exemplaires, dont un sur support électronique.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social l'extension du présent avenant en application des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 21 décembre 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

CNDC.

Syndicats de salariés :

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FNAAC CFE-CGC.

Brochure n° 3224

Convention collective nationale

**IDCC : 1286. – CONFISERIE, CHOCOLATERIE, BISCUITERIE
(Détailants et détaillants-fabricants)**

AVENANT N° 34 DU 25 JANVIER 2016

À L'ANNEXE III RELATIVE AUX SALAIRES

NOR : ASET1650316M

IDCC : 1286

Entre :

La CNDC,

D'une part, et

La CSFV CFTC ;

La FS CFDT ;

La FGTA FO ;

La FNAA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A partir du 1^{er} février 2016, la grille de salaires applicable pour 35 heures de travail par semaine est la suivante :

Période concernée : du 1^{er} février 2016 au 31 janvier 2017.

Taux horaire de base brut minimum conventionnel : 9,83 €.

Salaire de base mensuel brut minimum conventionnel : 1 491,12 €.

(En euros.)

CLASSE Catégorie	COEF.	ANCIENNE RAB	VARIATION en %	RAB AU 1 ^{er} février 2016	PAR MOIS	
1A	120	17 716,31	1	17 893,47	1 491,12	Débutants pendant 6 mois
1B	130	17 866,61	1	18 045,28	1 503,77	
1C	140	18 418,27	1	18 602,45	1 550,20	
2	150	19 029,94	1	19 220,24	1 601,69	
3 (CAP) A	160	19 726,48	1	19 923,74	1 660,31	

CLASSE Catégorie	COEF.	ANCIENNE RAB	VARIATION en %	RAB AU 1 ^{er} février 2016	PAR MOIS	
3B	170	20 009,78	1	20 209,88	1 684,16	
4 (BTM)	190	20 889,91	1	21 098,81	1 758,23	A titre indicatif
Agent de maîtrise 1 ^{er} échelon	210	22 858,63	1	23 087,22	1 923,94	A titre indicatif
Agent de maîtrise 2 ^e échelon	250	24 961,35	1	25 210,96	2 100,91	A titre indicatif
Cadre débutant	350	37 277,87	1	37 650,65	3 137,55	A titre indicatif
Cadre confirmé	400	40 818,35	1	41 226,53	3 435,54	A titre indicatif
Cadre expert	500	46 306,60	1	46 769,67	3 897,47	A titre indicatif
NB. – RAB = rémunération annuelle brute.						

Article 2

Les parties contractantes demandent l'extension du présent avenant, conformément aux dispositions de la loi du 13 novembre 1982.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3348

Convention collective nationale

**IDCC : 2666. – CONSEILS D'ARCHITECTURE,
D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT**

AVENANT N° 21 DU 10 JANVIER 2016
RELATIF À LA VALEUR DU POINT AU 1^{ER} JANVIER 2016

NOR : ASET1650334M

IDCC : 2666

Entre :

La FN des CAUE,

D'une part, et

La CFE-CGC BTP ;

La FG FO BTP ;

La FNCB SYNATPAU CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent accord a pour objet, dans le cadre de l'article L. 2441-1 du code du travail portant sur la négociation annuelle des salaires, de réévaluer le point et les salaires minimaux de la branche des CAUE.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent avenant s'applique aux entreprises visées par le champ d'application de la convention collective nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) du 24 mai 2007.

Article 2

La valeur du point national (VPN) pour la durée légale hebdomadaire du travail est fixée à :

- 5,35, soit 0,6 % d'augmentation par rapport à la dernière valeur pour les niveaux I à III ;
- 5,23, soit 0,6 % d'augmentation par rapport à la dernière valeur pour le niveau IV ;
- 5,17, soit 0,6 % d'augmentation par rapport à la dernière valeur pour le niveau V.

Article 3

Cette valeur du point s'appliquera à chaque coefficient hiérarchique pour déterminer le salaire brut mensuel minimum pour la durée légale du travail.

Article 4

Date d'effet. – Dépôt. – Extension

Les dispositions du présent avenant prendront effet le 1^{er} janvier 2016.

Il sera établi un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties signataires et effectuer les formalités de dépôt.

La validation de cet accord est subordonnée à sa signature par une ou plusieurs organisations syndicales de salariés représentatives ayant recueilli, aux élections prises en compte pour la mesure de l'audience prévue au 3^o de l'article L. 2122-5 du code du travail ou, le cas échéant, aux élections visées à l'article L. 2122-6 du code du travail (pour les TPE), au moins 30 % des suffrages exprimés en faveur d'organisations reconnues représentatives à ce niveau, quel que soit le nombre de votants, et à l'absence d'opposition d'une ou de plusieurs organisations syndicales de salariés représentatives ayant recueilli la majorité des suffrages exprimés en faveur des mêmes organisations à ces mêmes élections, quel que soit le nombre de votants.

L'opposition est exprimée dans un délai de 15 jours à compter de la date de notification de cet accord ou de cette convention, dans les conditions prévues à l'article L. 2231-8 du code du travail.

Sous réserve de l'application de l'article L. 2236-6, le présent avenant fera l'objet de la procédure d'extension conformément aux dispositions de l'article L. 2261-15 du code du travail et de l'article L. 911-3 du code de la sécurité sociale.

Article 5

Suppression des écarts de rémunérations entre les hommes et les femmes

Les partenaires sociaux constatent une différence salariale entre les hommes et les femmes à partir du niveau V. Ils décident de solliciter l'observatoire des données sociales pour un complément d'information.

Le présent accord est ouvert à la signature jusqu'au 10 janvier 2016.

Fait à Paris, le 10 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3255

Convention collective nationale
IDCC : 1619. – CABINETS DENTAIRES

ACCORD DU 15 JANVIER 2016
RELATIF À L'HARMONISATION DE LA GRILLE SALARIALE
AU 1^{ER} JANVIER 2016
NOR : ASET1650327M
IDCC : 1619

Harmonisation de la grille salariale du personnel des cabinets dentaires en fonction de l'augmentation du Smic de 0,6 % au 1^{er} janvier 2016.

La commission paritaire prend acte de l'augmentation du Smic ; en conséquence, la grille est mise en conformité et est annexée au présent accord, dont l'extension sera demandée par la CNSD, signataire de l'accord.

Fait à Paris, le 15 janvier 2016.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

CNSD ;
FSDL ;
UJCD UD.

Syndicat de salariés :

FNISPAD.

ANNEXE

Grille des taux minimaux des personnels des cabinets dentaires libéraux applicable au 1^{er} janvier 2016

(Réévaluation du Smic au 1^{er} janvier 2016)

Horaire mensuel légal et conventionnel : 151,67 heures

(En euros.)

1. Personnel d'entretien		9,67
2. Personnel administratif		
2.1. Réceptionniste ou hôtesse d'accueil		9,67
2.2. Secrétaire (ST) ⁽¹⁾		10,85
3. Personnel technique		
3.1. Aide dentaire		9,90
3.2. Assistan(te) dentaire		10,95
3.2.1. Mention complémentaire (*)		
3.3. Prothésiste dentaire de laboratoire		
3.3.1. Niveau 1		10,20
3.3.2. Niveau 2	*	12,87
3.3.3. Niveau 3	**	15,89
3.3.4. Niveau 4		17,29
4. Personnel en formation		
Contrat de professionnalisation		
4.1. Secrétaire ST		
4.2. Aide dentaire		
4.3. Assistan(te) dentaire :		
– moins de 26 ans	90 % du Smic	8,70
– plus de 26 ans	100 % du Smic	9,67
4.4. Brevet professionnel de prothésiste dentaire :		
– moins de 26 ans	90 % du Smic	8,70
– plus de 26 ans	85 % de 12,87 *	10,94
4.5. Brevet technique de métier de prothésiste dentaire :		
– moins de 26 ans	90 % du Smic	8,70
– plus de 26 ans	85 % de 15,89 **	13,51
<p>(1) ST : voir article 4.2 nouveau, annexe I de la convention collective nationale.</p> <p>(*) Mention complémentaire : 5 % du taux horaire du poste d'assistant(e) dentaire prévu à la grille salariale au point 3.2 consécutifs à l'obtention d'une attestation de validation de formation complémentaire délivrée par la CPNE-FP des cabinets dentaires, tel que décrit à l'article 2.5.1 de l'annexe I de la convention collective nationale des cabinets dentaires (proratisés pour les temps partiels).</p> <p>Prime de secrétariat : 10 % du salaire mensuel minimal de base de l'assistant(e) dentaire (proratisée pour les temps partiels), soit 166 €.</p>		

Brochure n° 3090

Convention collective nationale

IDCC : 1527. – IMMOBILIER
(Administrateurs de biens, sociétés immobilières,
agents immobiliers, etc.)

AVENANT DU 1^{ER} FÉVRIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} JANVIER 2016

NOR : ASET1650339M

IDCC : 1527

Entre :

Le SNRT,

D'une part, et

La CSFV CFTC ;

La FS CFDT ;

Le SNUHAB CFE-CGC ;

Le CDS CGT ;

La FEC FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Le présent avenant a pour objet de définir les salaires minima bruts annuels applicables en 2016.

Il s'applique dans les résidences de tourisme et les résidences hôtelières, à l'exception des entreprises qui appliquaient avant le 21 juillet 1995 une autre convention collective nationale étendue.

Les holdings (classe 74) dont l'activité principale s'exerce à travers des filiales relevant de la présente convention, les groupements d'intérêt économique, associations ou syndicats, créés par un groupe d'entreprises relevant en majorité de la présente convention, entrent également dans son champ d'application, sauf application d'accords professionnels de branche dont ils peuvent relever.

Article 1^{er}

Salaires minima 2016

Pour l'année 2016, les salaires minima bruts annuels pour un horaire mensuel de 151,67 heures, sont les suivants.

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE annuel minimum
I	19 066
II	19 167
III	19 246
IV	19 405
V	19 979
VI	21 994
VII	23 005
VIII	31 186
IX	37 108
X	41 913

Les parties rappellent que tout employeur est tenu d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes.

Article 2

Entrée en vigueur et extension

Le présent avenant entre en vigueur le lendemain de l'expiration du délai légal d'opposition.

Il est applicable au 1^{er} janvier 2016.

Les parties signataires conviennent d'en demander l'extension au même moment.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 1^{er} février 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3266

Convention collective nationale
IDCC : 1671. – MAISONS D'ÉTUDIANTS

AVENANT N° 61 DU 21 JANVIER 2016

RELATIF AU POINT CONVENTIONNEL

NOR : *ASET1650325M*

IDCC : *1671*

Entre :

L'UNME,

D'une part, et

La FERC CGT ;

La FEP CFDT ;

Le SNEPL CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

La valeur annuelle du point conventionnel, actuellement de 57,10 €, sera de :

– 57,79 € à compter du 1^{er} septembre 2016 ;

– 58,48 € à compter du 1^{er} janvier 2017.

Cet avenant fera l'objet d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 21 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3025

Convention collective nationale

IDCC : 650. – INGÉNIEURS ET CADRES DE LA MÉTALLURGIE

ACCORD DU 28 JANVIER 2016

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX GARANTIS POUR L'ANNÉE 2016

NOR : ASET1650330M

IDCC : 650

Entre :

L'UIMM,

D'une part, et

La FM CFE-CGC ;

La FCM FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les signataires ont décidé de fixer dans les conditions ci-après les appointements minimaux garantis prévus par l'article 23 de la convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la métallurgie.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord, établi en vertu de l'article L. 2231-1 du code du travail, s'applique aux entreprises des industries de la production et de la transformation des métaux définies par l'annexe I à la convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la métallurgie du 13 mars 1972 modifiée.

Article 2

Barèmes des appointements annuels minimaux à partir de 2016

La fixation du barème des appointements annuels minimaux ci-dessous tient compte tant de la situation économique à laquelle se trouvent confrontées les entreprises de la branche à la date de signature du présent accord que des perspectives de celles-ci pour l'année 2016. En conséquence, si l'inflation, calculée comme l'évolution entre la moyenne des douze derniers indices des prix à la consommation connus et la moyenne des douze indices précédents, venait à dépasser le taux de 0,6 % d'ici à la fin de l'année 2016, les partenaires sociaux conviennent de se rencontrer à nouveau pour réexaminer le barème des appointements annuels minimaux garantis.

Une telle rencontre aura lieu au plus tard le 31 octobre 2016.

Par dérogation au mode de calcul des salaires minimaux garantis des ingénieurs et cadres de la métallurgie utilisé depuis la conclusion de la convention collective, correspondant au produit d'une

valeur unique du point par le coefficient de classement, le montant du salaire minimum garanti applicable au coefficient 60 est fixé au montant du salaire minimum garanti applicable au coefficient 68.

I. – Barème pour un forfait en heures sur l'année
de plus de 1 607 heures et de 1 767 heures au plus

Le barème des appointements minimaux annuels garantis à partir de 2016, pour une durée annuelle de travail comprise entre 1 607 et 1 767 heures au plus incluant la journée de solidarité prévue par l'article L. 3133-7 du code du travail, dans le cadre d'un forfait en heures sur l'année, est fixé comme suit :

(En euros.)

COEFFICIENT	MONTANT
60 et 68	21 544
76	24 079
80	25 346
84	26 614
86	27 247
92	29 148
100	31 683
108	34 218
114	36 119
120	38 020
125	39 604
130	41 188
135	42 772
180	57 029
240	76 039

Le barème figurant à l'alinéa précédent inclut la majoration de 15 % prévue, pour ce type de forfait, par l'article 13 de l'accord national du 28 juillet 1998 sur l'organisation du travail dans la métallurgie, tel que modifié par l'avenant du 29 janvier 2000.

A titre exceptionnel, dans les entreprises soumises à la durée légale du travail de 35 heures, lorsqu'un ingénieur ou cadre a conclu avec son employeur une convention de forfait en heures sur le mois, telle que prévue à l'article L. 3121-38 du code du travail, sur une base moyenne mensuelle d'au moins 160 heures, sa rémunération forfaitaire ne pourra être inférieure au salaire minimum correspondant au classement de l'intéressé et prévu par le présent barème, celui-ci incluant la journée de solidarité prévue par l'article L. 3133-7 du code du travail.

Le présent barème ne s'applique pas aux conventions de forfait qui, maintenant un décompte hebdomadaire de la durée du travail, se bornent à inclure le paiement des heures supplémentaires dans la rémunération mensuelle, dans les conditions rappelées à l'article 12 de l'accord national du 28 juillet 1998 modifié sur l'organisation du travail dans la métallurgie.

II. – Barème de principe pour un horaire hebdomadaire
correspondant à la durée légale du travail de 35 heures

Le barème des appointements minimaux annuels garantis à partir de 2016, pour une durée hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, sur la base mensualisée de 151,66 heures, est fixé comme suit :

(En euros.)

COEFFICIENT	MONTANT
60 et 68	18 734
76	20 938
80	22 040
84	23 142
86	23 693
92	25 346
100	27 550
108	29 754
114	31 407
120	33 061
125	34 438
130	35 816
135	37 193

Le barème ci-dessus fixant des garanties annuelles d'appointements minimaux pour la durée de travail considérée, les valeurs dudit barème seront adaptées en fonction de la durée de travail effectif à laquelle est soumis l'ingénieur ou le cadre.

III. – Barème pour un forfait en heures sur l'année
de plus de 1 767 heures et de 1 927 heures au plus

Le barème des appointements minimaux annuels garantis à partir de 2016, pour une durée annuelle de travail comprise entre plus de 1 767 heures et 1 927 heures au plus incluant la journée de solidarité prévue par l'article L. 3133-7 du code du travail, dans le cadre d'un forfait en heures sur l'année, est fixé comme suit :

(En euros.)

COEFFICIENT	MONTANT
60 et 68	24 355
76	27 220
80	28 652
84	30 085
86	30 801
92	32 950
100	35 816
108	38 681
114	40 830

COEFFICIENT	MONTANT
120	42 979
125	44 769
130	46 560
135	48 351
180	57 029
240	76 039

Le barème figurant à l'alinéa précédent inclut la majoration de 30 % prévue, pour ce type de forfait, par l'article 13 de l'accord national du 28 juillet 1998 sur l'organisation du travail dans la métallurgie, tel que modifié par l'avenant du 29 janvier 2000.

Le présent barème ne s'applique pas aux conventions de forfait qui, maintenant un décompte hebdomadaire de la durée du travail, se bornent à inclure le paiement des heures supplémentaires dans la rémunération mensuelle, dans les conditions rappelées à l'article 12 de l'accord national du 28 juillet 1998 modifié sur l'organisation du travail dans la métallurgie.

IV. – Barème pour un forfait en jours sur l'année

Le barème des appointements minimaux annuels garantis à partir de 2016, base 218 jours incluant la journée de solidarité prévue par l'article L. 3133-7 du code du travail, pour les ingénieurs et cadres à temps complet quel que soit le nombre de jours sur l'année prévu par le contrat de travail, dans le cadre d'un forfait en jours sur l'année, est fixé comme suit, sans préjudice des dispositions de l'article 2 de l'accord national du 29 janvier 2000 portant révision provisoire des classifications dans la métallurgie :

(En euros.)

COEFFICIENT	MONTANT
60 et 68	
76	
80	28 652
84	30 085
86	30 801
92	32 950
100	35 816
108	38 681
114	40 830
120	42 979
125	44 769
130	46 560
135	48 351
180	57 029
240	76 039

Le barème figurant à l'alinéa précédent inclut la majoration de 30 % prévue, pour ce type de forfait, par l'article 14 de l'accord national du 28 juillet 1998 sur l'organisation du travail dans la métallurgie, tel que modifié par l'avenant du 29 janvier 2000.

A moins que l'ingénieur ou le cadre ne soit employé à temps complet quel que soit le nombre de jours stipulé au contrat de travail, le barème ci-dessus fixant des garanties annuelles d'appointements minimaux pour le nombre annuel de 218 jours de travail effectif, les valeurs dudit barème seront adaptées en fonction du nombre de jours ou de demi-journées de travail effectif, prévu par le contrat de travail de l'ingénieur ou du cadre.

V. – Barème pour un forfait sans référence horaire

Le barème des appointements minimaux annuels garantis à partir de 2016, pour un forfait sans référence horaire incluant la journée de solidarité prévue par l'article L. 3133-7 du code du travail, est fixé comme suit, sans préjudice des dispositions de l'article 2 de l'accord national du 29 janvier 2000 portant révision provisoire des classifications dans la métallurgie :

(En euros.)

COEFFICIENT	MONTANT
60 et 68	
76	
80	42 772
84	42 772
86	42 772
92	42 772
100	42 772
108	42 772
114	42 772
120	42 979
125	44 769
130	46 560
135	48 351
180	57 029
240	76 039

Le barème figurant à l'alinéa précédent inclut la majoration de 30 % prévue, pour ce type de forfait, par l'article 15 de l'accord national du 28 juillet 1998 sur l'organisation du travail dans la métallurgie, tel que modifié par l'avenant du 29 janvier 2000.

Article 3

Application des barèmes

S'agissant d'appointements annuels minimaux, la vérification du compte d'un ingénieur ou d'un cadre interviendra en fin d'année ou, en cas de départ de l'entreprise en cours d'année, à la fin de son contrat de travail.

Les valeurs prévues par les barèmes ci-dessus seront applicables *pro rata temporis* en cas de survenance en cours d'année d'une entrée en fonction, d'un changement de classement, d'une suspension du contrat de travail, d'un départ de l'entreprise, ainsi qu'en cas de remplacement provisoire

dans les conditions de l'article 25 de la convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la métallurgie.

Pour l'application de l'article 21 de la convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la métallurgie, la valeur du point d'indice est déterminée exclusivement en divisant, par l'indice 100, la valeur des appointements minimaux annuels prévue pour ledit indice par le barème applicable à l'ingénieur ou au cadre considéré.

Article 4

Dépôt

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives, dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail, et dépôt, dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et L. 2231-7 du même code.

(Suivent les signatures.)

Convention collective départementale

**IDCC : 1576. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES,
CONNEXES ET SIMILAIRES**

(Cher)

(15 janvier 1990)

(Bulletin officiel n° 1990-7 bis)

*(Etendue par arrêté du 18 octobre 1990,
Journal officiel du 14 novembre 1990)*

ACCORD DU 29 JANVIER 2016

RELATIF À LA VALEUR DU POINT ET AUX RMH AU 1^{ER} FÉVRIER 2016

NOR : ASET1650323M

IDCC : 1576

Entre :

L'UIMM du Cher,

D'une part, et

Le SM CFE-CGC ;

La CGT ;

La CFTC ;

La CGT-FO ;

La CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La valeur du point, dans le cadre de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques, électroniques et connexes du Cher, est fixée à 5,08 € en base 151,67 heures à partir du 1^{er} février 2016.

Les appointements minima hiérarchiques garantis résultant de l'application de l'accord national sur les classifications, du 21 juillet 1975 modifié par les avenants du 30 janvier 1980, du 21 avril 1981, du 4 février 1983, du 25 janvier 1990 et du 10 juillet 1992, sont présentés dans les barèmes annexés au présent accord :

- annexe I du présent avenant concernant les rémunérations minimales hiérarchiques des administratifs et techniciens (cas général) ;
- annexe II du présent avenant concernant les rémunérations minimales hiérarchiques des ouvriers ;

- annexe III du présent avenant concernant les rémunérations minimales hiérarchiques des agents de maîtrise d’atelier.

Article 2

Les appointements minima comprennent les compensations pécuniaires dues pour l’ensemble des réductions de la durée du travail.

Article 3

Les appointements minima hiérarchiques servent de base au calcul de la prime d’ancienneté.

Article 4

Les parties signataires demandent que soient rendues obligatoires, pour tous les employeurs compris dans le champ d’application de la convention collective de la métallurgie du Cher, les dispositions du présent accord.

Article 5

Le présent avenant sera déposé auprès des services du ministre chargé du travail en deux exemplaires et auprès du greffe du conseil de prud’hommes de Bourges en un exemplaire, dans les conditions prévues à l’article D. 2231-2 du code du travail.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Rémunérations minimales hiérarchiques. – Primes d'anciennetéDate d'application : 1^{er} février 2016.

Valeur du point : 5,08 €.

Base : 151,67 heures.

*Administratifs et techniciens**(En euros.)*

NIV.	ÉCH.	COEF.	RMH	PRIMES D'ANCIENNETÉ												
				3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans	15 ans
I	1	140	711,20	21,34	28,45	35,56	42,67	49,78	56,90	64,01	71,12	78,23	85,34	92,46	99,57	106,68
	2	145	736,60	22,10	29,46	36,83	44,20	51,56	58,93	66,29	73,66	81,03	88,39	95,76	103,12	110,49
	3	155	787,40	23,62	31,50	39,37	47,24	55,12	62,99	70,87	78,74	86,61	94,49	102,36	110,24	118,11
II	1	170	863,60	25,91	34,54	43,18	51,82	60,45	69,09	77,72	86,36	95,00	103,63	112,27	120,90	129,54
	2	180	914,40	27,43	36,58	45,72	54,86	64,01	73,15	82,30	91,44	100,58	109,73	118,87	128,02	137,16
	3	190	965,20	28,96	38,61	48,26	57,91	67,56	77,22	86,87	96,52	106,17	115,82	125,48	135,13	144,78
III	1	215	1 092,20	32,77	43,69	54,61	65,53	76,45	87,38	98,30	109,22	120,14	131,06	141,99	152,91	163,83
	2	225	1 143,00	34,29	45,72	57,15	68,58	80,01	91,44	102,87	114,30	125,73	137,16	148,59	160,02	171,45
	3	240	1 219,20	36,58	48,77	60,96	73,15	85,34	97,54	109,73	121,92	134,11	146,30	158,50	170,69	182,88
IV	1	255	1 295,40	38,86	51,82	64,77	77,72	90,68	103,63	116,59	129,54	142,49	155,45	168,40	181,36	194,31
	2	270	1 371,60	41,15	54,86	68,58	82,30	96,01	109,73	123,44	137,16	150,88	164,59	178,31	192,02	205,74
	3	285	1 447,80	43,43	57,91	72,39	86,87	101,35	115,82	130,30	144,78	159,26	173,74	188,21	202,69	217,17

NIV.	ÉCH.	COEF.	RMH	PRIMES D'ANCIENNETÉ												
				3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans	15 ans
V	1	305	1 549,40	46,48	61,98	77,47	92,96	108,46	123,95	139,45	154,94	170,43	185,93	201,42	216,92	232,41
	2	335	1 701,80	51,05	68,07	85,09	102,11	119,13	136,14	153,16	170,18	187,20	204,22	221,23	238,25	255,27
	3	365	1 854,20	55,63	74,17	92,71	111,25	129,79	148,34	166,88	185,42	203,96	222,50	241,05	259,59	278,13
	4	395	2 006,60	60,20	80,26	100,33	120,40	140,46	160,53	180,59	200,66	220,73	240,79	260,86	280,92	300,99

ANNEXE II

Rémunérations minimales hiérarchiques. – Primes d'ancienneté

Date d'application : 1^{er} février 2016.

Valeur du point : 5,08 €.

Base : 151,67 heures.

Ouvriers

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	RMH	PRIMES D'ANCIENNETÉ												
				3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans	15 ans
I	1	140	746,76	22,40	29,87	37,34	44,81	52,27	59,74	67,21	74,68	82,14	89,61	97,08	104,55	112,01
	2	145	773,43	23,20	30,94	38,67	46,41	54,14	61,87	69,61	77,34	85,08	92,81	100,55	108,28	116,01
	3	155	826,77	24,80	33,07	41,34	49,61	57,87	66,14	74,41	82,68	90,94	99,21	107,48	115,75	124,02
II	1	170	906,78	27,20	36,27	45,34	54,41	63,47	72,54	81,61	90,68	99,75	108,81	117,88	126,95	136,02
	3	190	1 013,46	30,40	40,54	50,67	60,81	70,94	81,08	91,21	101,35	111,48	121,62	131,75	141,88	152,02
III	1	215	1 146,81	34,40	45,87	57,34	68,81	80,28	91,74	103,21	114,68	126,15	137,62	149,09	160,55	172,02
	3	240	1 280,16	38,40	51,21	64,01	76,81	89,61	102,41	115,21	128,02	140,82	153,62	166,42	179,22	192,02
IV	1	255	1 360,17	40,81	54,41	68,01	81,61	95,21	108,81	122,42	136,02	149,62	163,22	176,82	190,42	204,03
	2	270	1 440,18	43,21	57,61	72,01	86,41	100,81	115,21	129,62	144,02	158,42	172,82	187,22	201,63	216,03
	3	285	1 520,19	45,61	60,81	76,01	91,21	106,41	121,62	136,82	152,02	167,22	182,42	197,62	212,83	228,03

Article 45 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie du Cher :

Indemnité de restauration sur le lieu de travail :

– 6,54 € pour les mensuels effectuant au moins 6 heures de travail entre 20 heures et 4 heures ;

– 2,73 € pour les mensuels travaillant en équipes successives de jour,

quel que soit l'horaire.

ANNEXE III

Rémunérations minimales hiérarchiques. – Primes d'anciennetéDate d'application : 1^{er} février 2016.

Valeur du point : 5,08 €.

Base : 151,67 heures.

*Agents de maîtrise d'atelier**(En euros.)*

NIV.	ÉCH.	COEF.	RMH	PRIMES D'ANCIENNETÉ												
				3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans	15 ans
III	1	215	1 168,65	35,06	46,75	58,43	70,12	81,81	93,49	105,18	116,87	128,55	140,24	151,93	163,61	175,30
	3	240	1 304,54	39,14	52,18	65,23	78,27	91,32	104,36	117,41	130,45	143,50	156,55	169,59	182,64	195,68
IV	1	255	1 386,08	41,58	55,44	69,30	83,16	97,03	110,89	124,75	138,61	152,47	166,33	180,19	194,05	207,91
	3	285	1 549,15	46,47	61,97	77,46	92,95	108,44	123,93	139,42	154,91	170,41	185,90	201,39	216,88	232,37
V	1	305	1 657,86	49,74	66,31	82,89	99,47	116,05	132,63	149,21	165,79	182,36	198,94	215,52	232,10	248,68
	2	335	1 820,93	54,63	72,84	91,05	109,26	127,46	145,67	163,88	182,09	200,30	218,51	236,72	254,93	273,14
	3	365	1 983,99	59,52	79,36	99,20	119,04	138,88	158,72	178,56	198,40	218,24	238,08	257,92	277,76	297,60
	4	395	2 147,06	64,41	85,88	107,35	128,82	150,29	171,76	193,24	214,71	236,18	257,65	279,12	300,59	322,06

Convention collective départementale

**IDCC : 1576. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES,
CONNEXES ET SIMILAIRES**

(Cher)

(15 janvier 1990)

(Bulletin officiel n° 1990-7 bis)

*(Etendue par arrêté du 18 octobre 1990,
Journal officiel du 14 novembre 1990)*

AVENANT DU 29 JANVIER 2016

**RELATIF À LA GARANTIE ANNUELLE TERRITORIALE
DE RÉMUNÉRATION EFFECTIVE APPLICABLE AU 1^{ER} JANVIER 2016**

NOR : ASET1650324M

IDCC : 1576

Entre :

L'UIMM du Cher,

D'une part, et

Le SM CFE-CGC ;

La CGT ;

La CFTC ;

La CGT-FO ;

La CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A la suite d'une réunion paritaire tenue le 25 janvier 2016, conformément à l'article 31.1 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie du Cher, l'organisation patronale et les organisations syndicales sont convenues d'une garantie annuelle territoriale de rémunération effective applicable à compter du 1^{er} janvier 2016.

Article 2

La garantie annuelle territoriale de rémunération effective est applicable selon les modalités de l'article 31.2 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie du Cher et adaptable à l'horaire de travail effectif.

Article 3

La garantie annuelle territoriale de rémunération effective comprend les compensations pécuniaires pour l'ensemble des réductions de la durée du travail légale ou conventionnelle.

Article 4

En janvier 2017, l'employeur vérifiera que le montant total des salaires bruts correspondant à toute l'année 2016 et déterminé selon l'article 31.2 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie du Cher a bien été au moins égal au montant de la garantie annuelle territoriale de rémunération effective applicable à compter du 1^{er} janvier 2016 par le présent accord. Le versement se fera dans toute la mesure du possible en janvier 2017 et au plus tard en février 2017.

Article 5

Conformément aux dispositions de l'article L. 2241-2-1 du code du travail, les parties signataires s'engagent à se réunir pour négocier si le salaire minimum conventionnel fixé au niveau territorial est inférieur au Smic.

Article 6

Les parties signataires demandent que soient rendues obligatoires, pour tous les employeurs compris dans le champ d'application de la convention collective de la métallurgie du Cher, les dispositions du présent accord.

Article 7

Le présent avenant sera déposé auprès des services du ministre chargé du travail en deux exemplaires et auprès du greffe du conseil de prud'hommes de Bourges en un exemplaire, dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Grille de rémunérations effectives annuelles applicable à compter du 1^{er} janvier 2016

(Base 151,67 heures)

(En euros.)

COEFFICIENT	ADMINISTRATIF et technicien	OUVRIER	AGENT de maîtrise d'atelier
140	17 650	17 650	
145	17 700	17 700	
155	17 760	17 760	
170	17 840	17 855	
180	17 930		
190	18 150	18 205	
215	18 290	18 665	18 905
225	18 590		
240	19 610	20 350	20 790
255	20 785	21 585	22 080
270	21 830	22 880	
285	23 180	24 120	24 545
305	24 790		26 270
335	27 260		28 860
365	29 600		31 440
395	32 070		33 910

Convention collective régionale

**IDCC : 937. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES ET CONNEXES
(Haute-Vienne et Creuse)
(1^{er} juin 1977)**

(Etendue par arrêté du 22 juillet 1980,
Journal officiel du 21 septembre 1980)

**AVENANT DU 22 JANVIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES AU 1^{ER} JANVIER 2016**

NOR : ASET1650329M
IDCC : 937

Entre :

L'UIMM de la Haute-Vienne et de la Creuse,

D'une part, et

La CFTC ;

La CGT ;

La CFE-CGC ;

La CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

1. Rémunérations annuelles garanties (RAG) applicables à compter du 1^{er} janvier 2016

Les rémunérations annuelles garanties prévues à l'article 6 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de la Haute-Vienne et de la Creuse sont fixées à compter du 1^{er} janvier 2016 par le barème ci-dessous.

Barème des rémunérations annuelles garanties

Base 151,67 heures par mois, pour un horaire de travail effectif de 35 heures par semaine.

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION ANNUELLE GARANTIE
I	1	140	17 714
	2	145	17 754
	3	155	17 792
II	1	170	17 923
	2	180	18 022
	3	190	18 140

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION ANNUELLE GARANTIE
III	1	215	18 399
	2	225	18 674
	3	240	19 224
IV	1	255	20 027
	2	270	21 165
	3	285	22 305
V	1	305	23 757
	2	335	26 033
	3	365	28 319
	3	395	30 700

Pour rappel, l'article 6 (I) de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de la Haute-Vienne et de la Creuse précise :

« Il est institué, dans le cadre de la convention collective de la métallurgie de la Haute-Vienne et de la Creuse, un barème de rémunérations annuelles garanties (RAG) applicable à l'ensemble des catégories du personnel visées par l'accord national du 21 juillet 1975 sur la classification modifié.

Les RAG étant fixées pour la durée légale du travail, leurs montants devront être adaptés en fonction de l'horaire de travail effectif et, en conséquence, supporter les majorations légales pour heures supplémentaires.

Les RAG constituent les rémunérations réelles brutes annuelles au-dessous desquelles aucun salarié de plus de 18 ans ne peut être payé.

Le mensuel âgé de moins de 18 ans bénéficiera de la RAG fixée pour l'échelon ou le coefficient de son classement en fonction de la classification instituée par l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, et ce sous déduction des abattements prévus par les dispositions conventionnelles ou légales, sous réserve que ces abattements soient appliqués effectivement par l'entreprise.

Pour la comparaison annuelle avec le barème des RAG des sommes réellement perçues par les salariés, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paie et supportant des cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception de chacun des éléments suivants :

- la prime de vacances, dans la limite de la valeur fixée par notre convention collective ;
- les primes d'ancienneté, dans la limite de la valeur fixée par notre convention collective ;
- les primes ou indemnités présentant le caractère d'un remboursement de frais (indemnités de transport, de déplacement, primes de panier, etc.) ;
- les primes liées aux conditions d'exécution du travail (primes de salissures, de chaleur, d'insalubrité, etc.) ;
- les primes liées à l'organisation du travail (primes d'équipe, de poste, de nuit, de maintenance, prime d'astreinte, etc.) ;
- les primes ou gratifications exceptionnelles et bénévoles ;
- les sommes perçues dans le cadre de la législation actuellement en vigueur sur la participation ou l'intéressement ainsi que les accords dérogatoires y afférents.

La vérification du compte d'un salarié interviendra à la fin de l'année considérée.

Sa vérification sera effectuée *pro rata temporis* en cas de survenance, au cours de l'année sur laquelle porte la garantie, de différents événements tels que :

- changement de classement ou de catégorie (vérification cumulée) ;
- départ de l'entreprise ou embauche dans l'entreprise ;
- suspension du contrat de travail.

Les rémunérations annuelles garanties ne serviront pas de base de calcul à la prime d'ancienneté prévue par la présente convention collective.

Les partenaires sociaux conviennent de se rencontrer chaque année afin de réexaminer le barème des RAG. »

2. Prime de vacances

Le montant de la prime de vacances est porté à 145 € à compter du 1^{er} janvier 2016. Pour les salariés à temps partiel, le montant de cette prime sera réduit *pro rata temporis*.

3. Rémunération minimale hiérarchique

La valeur du point, base 151,67 heures par mois, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est fixée à 5,20 € à compter du 1^{er} janvier 2016.

(Voir tableau pages suivantes.)

Barème des rémunérations minimales hiérarchiques pour le calcul de la prime d'ancienneté au 1^{er} janvier 2016

(Base 151,67 heures par mois, pour un horaire de travail effectif de 35 heures par semaine)

Valeur du point : 5,20 €.

Application : 1^{er} janvier 2016.

Base : 151,67 heures.

(En euros.)

Niv.	Ech.	Coef.	ADMINISTRATIF et technicien	OUVRIER				AGENT de maîtrise		AGENT de maîtrise d'atelier		
				Cat.	RMH	Majoration 5 %	Total RMH avec majoration	Cat.	RMH	RMH	Majoration 7 %	Total RMH avec majoration
I	1	140	728,00	O1	728,00	36,40	764,40					
	2	145	754,00	O2	754,00	37,70	791,70					
	3	155	806,00	O3	806,00	40,30	846,30					
II	1	170	884,00	P1	884,00	44,20	928,20					
	2	180	936,00									
	3	190	988,00	P2	988,00	49,40	1 037,40					
III	1	215	1 118,00	P3	1 118,00	55,90	1 173,90	AM1	1 118,00	1 118,00	78,26	1 196,26
	2	225	1 170,00									
	3	240	1 248,00	TA1	1 248,00	62,40	1 310,40	AM2	1 248,00	1 248,00	87,36	1 335,36
IV	1	255	1 326,00	TA2	1 326,00	66,30	1 392,30	AM3	1 326,00	1 326,00	92,82	1 418,82
	2	270	1 404,00	TA3	1 404,00	70,20	1 474,20					
	3	285	1 482,00	TA4	1 482,00	74,10	1 556,10	AM4	1 482,00	1 482,00	103,74	1 585,74

			ADMINISTRATIF et technicien	OUVRIER	AGENT de maîtrise	AGENT de maîtrise d'atelier		
V	1	305	1 586,00		AM5	1 586,00	111,02	1 697,02
	2	335	1 742,00		AM6	1 742,00	121,94	1 863,94
	3	365	1 898,00		AM7	1 898,00	132,86	2 030,86
	3	395	2 054,00			2 054,00	143,78	2 197,78

4. Formalités de dépôt

Conformément aux articles L. 2231-5 et suivants du code du travail, le présent accord est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives et sera déposé dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités tendant à l'extension du présent avenant.

Fait à Limoges, le 22 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective départementale

**IDCC : 911. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES,
CONNEXES ET SIMILAIRES
(Seine-et-Marne)
(30 novembre 1976)**

(Etendue par arrêté du 28 février 1980,
Journal officiel du 11 avril 1980)

AVENANT DU 29 JANVIER 2016

RELATIF AUX TAUX EFFECTIFS GARANTIS ANNUELS ET AUX PRIMES

AU 1^{ER} JANVIER 2016

NOR : ASET1650340M
IDCC : 911

Entre :

L'UIMM Seine-et-Marne,

D'une part, et

L'USM FO ;

Le STM CFDT Seine-et-Marne ;

La CFTC métallurgie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les taux effectifs garantis annuels sont fixés, à compter du 1^{er} janvier 2016, par un barème figurant en annexe du présent avenant et constituent la rémunération annuelle au-dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte travaillant normalement pour l'horaire considéré.

Ces taux effectifs garantis annuels sont applicables à l'ensemble des catégories de personnes visées à l'accord national du 21 juillet 1975 sur les classifications.

Le présent barème est établi respectivement sur la base de la durée légale du travail actuellement en vigueur et sera adapté proportionnellement à l'horaire collectif en vigueur ou à celui du salarié concerné.

Article 2

Pour la comparaison annuelle avec ces barèmes des sommes réellement perçues par les salariés, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts perçus par les salariés, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais ;
- des primes d'ancienneté prévues à l'article 13 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques, connexes et similaires du département de Seine-et-Marne ;

- des majorations pour travaux pénibles, insalubres, découlant à ce titre des dispositions de la présente convention collective ;
- des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- des primes perçues dans le cadre de l'application des dispositifs légaux d'intéressement ou de participation.

Article 3

La vérification du compte d'un salarié interviendra en fin d'année civile et, en cas de rupture de son contrat de travail ou de départ de l'entreprise en cours d'année, à la fin de son contrat de travail.

Article 4

Les valeurs de ces TEGA seront calculées *pro rata temporis* en cas de survenance en cours d'année de différents événements tels que :

- changement de classement ;
- départ de l'entreprise en cours d'année ;
- embauche en cours d'année ;
- suspension du contrat de travail.

Article 5

Les TEGA comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Article 6

Les barèmes des TEGA ne servent pas de base de calcul aux primes d'ancienneté (art. 13 de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques, connexes et similaires de Seine-et-Marne).

Article 7

A compter du 1^{er} janvier 2016, la valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est fixée à 4,87 €.

Article 8

L'indemnité de panier prévue à l'article 16 de l'avenant « Mensuels » est fixée à 7,32 € à compter du 1^{er} janvier 2016.

Article 9

Le présent avenant, établi conformément à l'article L. 132-10 du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Melun, le 29 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème des primes mensuelles d'ancienneté applicable à partir du 1^{er} janvier 2016

Base : 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, applicable aux entreprises soumises à la durée légale du travail de 35 heures
 Valeur du point : 4,87 €.

*Agents de maîtrise d'atelier**(En euros.)*

NIV.	ÉCH.	COEF.	RÉMUNÉRATIONS minimales hiérarchiques	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
III	1	215	1 120,34	33,61	44,81	56,02	67,22	78,42	89,63	100,83	112,03	123,24	134,44	145,64	156,85	168,05
	3	240	1 250,62	37,52	50,02	62,53	75,04	87,54	100,05	112,56	125,06	137,57	150,07	162,58	175,09	187,59
IV	1	255	1 328,78	39,86	53,15	66,44	79,73	93,01	106,30	119,59	132,88	146,17	159,45	172,74	186,03	199,32
	3	285	1 485,11	44,55	59,40	74,26	89,11	103,96	118,81	133,66	148,51	163,36	178,21	193,06	207,91	222,77
V	1	305	1 589,32	47,68	63,57	79,47	95,36	111,25	127,15	143,04	158,93	174,83	190,72	206,61	222,51	238,40
	2	335	1 745,65	52,37	69,83	87,28	104,74	122,20	139,65	157,11	174,57	192,02	209,48	226,93	244,39	261,85
	3	365	1 901,98	57,06	76,08	95,10	114,12	133,14	152,16	171,18	190,20	209,22	228,24	247,26	266,28	285,30
	4	395	2 058,31	61,75	82,33	102,92	123,50	144,08	164,66	185,25	205,83	226,41	247,00	267,58	288,16	308,75

*Ouvriers**(En euros.)*

NIV.	ÉCH.	COEF.	RÉMUNÉRATIONS minimales hiérarchiques	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
I	1	140	715,89	21,48	28,64	35,79	42,95	50,11	57,27	64,43	71,59	78,75	85,91	93,07	100,22	107,38
	2	145	741,46	22,24	29,66	37,07	44,49	51,90	59,32	66,73	74,15	81,56	88,97	96,39	103,80	111,22
	3	155	792,59	23,78	31,70	39,63	47,56	55,48	63,41	71,33	79,26	87,19	95,11	103,04	110,96	118,89

NIV.	ÉCH.	COEF.	RÉMUNÉRATIONS minimales hiérarchiques	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
II	1	170	869,30	26,08	34,77	43,46	52,16	60,85	69,54	78,24	86,93	95,62	104,32	113,01	121,70	130,39
	2															
	3	190	971,57	29,15	38,86	48,58	58,29	68,01	77,73	87,44	97,16	106,87	116,59	126,30	136,02	145,73
III	1	215	1 099,40	32,98	43,98	54,97	65,96	76,96	87,95	98,95	109,94	120,93	131,93	142,92	153,92	164,91
	2															
	3	240	1 227,24	36,82	49,09	61,36	73,63	85,91	98,18	110,45	122,72	135,00	147,27	159,54	171,81	184,09
IV	1	255	1 303,94	39,12	52,16	65,20	78,24	91,28	104,32	117,35	130,39	143,43	156,47	169,51	182,55	195,59
	2	270	1 380,65	41,42	55,23	69,03	82,84	96,65	110,45	124,26	138,06	151,87	165,68	179,48	193,29	207,10
	3	285	1 457,35	43,72	58,29	72,87	87,44	102,01	116,59	131,16	145,73	160,31	174,88	189,46	204,03	218,60

Administratifs, techniciens et agents de maîtrise

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	RÉMUNÉRATIONS minimales hiérarchiques	3 ANS 3 %	4 ANS 4 %	5 ANS 5 %	6 ANS 6 %	7 ANS 7 %	8 ANS 8 %	9 ANS 9 %	10 ANS 10 %	11 ANS 11 %	12 ANS 12 %	13 ANS 13 %	14 ANS 14 %	15 ANS 15 %
I	1	140	681,80	20,45	27,27	34,09	40,91	47,73	54,54	61,36	68,18	75,00	81,82	88,63	95,45	102,27
	2	145	706,15	21,18	28,25	35,31	42,37	49,43	56,49	63,55	70,62	77,68	84,74	91,80	98,86	105,92
	3	155	754,85	22,65	30,19	37,74	45,29	52,84	60,39	67,94	75,49	83,03	90,58	98,13	105,68	113,23
II	1	170	827,90	24,84	33,12	41,40	49,67	57,95	66,23	74,51	82,79	91,07	99,35	107,63	115,91	124,19
	2	180	876,60	26,30	35,06	43,83	52,60	61,36	70,13	78,89	87,66	96,43	105,19	113,96	122,72	131,49
	3	190	925,30	27,76	37,01	46,27	55,52	64,77	74,02	83,28	92,53	101,78	111,04	120,29	129,54	138,80
III	1	215	1 047,05	31,41	41,88	52,35	62,82	73,29	83,76	94,23	104,71	115,18	125,65	136,12	146,59	157,06
	2	225	1 095,75	32,87	43,83	54,79	65,75	76,70	87,66	98,62	109,58	120,53	131,49	142,45	153,41	164,36
	3	240	1 168,80	35,06	46,75	58,44	70,13	81,82	93,50	105,19	116,88	128,57	140,26	151,94	163,63	175,32
IV	1	255	1 241,85	37,26	49,67	62,09	74,51	86,93	99,35	111,77	124,19	136,60	149,02	161,44	173,86	186,28
	2	270	1 314,90	39,45	52,60	65,75	78,89	92,04	105,19	118,34	131,49	144,64	157,79	170,94	184,09	197,24
	3	285	1 387,95	41,64	55,52	69,40	83,28	97,16	111,04	124,92	138,80	152,67	166,55	180,43	194,31	208,19
V	1	305	1 485,35	44,56	59,41	74,27	89,12	103,97	118,83	133,68	148,54	163,39	178,24	193,10	207,95	222,80
	2	335	1 631,45	48,94	65,26	81,57	97,89	114,20	130,52	146,83	163,15	179,46	195,77	212,09	228,40	244,72
	3	365	1 777,55	53,33	71,10	88,88	106,65	124,43	142,20	159,98	177,76	195,53	213,31	231,08	248,86	266,63
	4	395	1 923,65	57,71	76,95	96,18	115,42	134,66	153,89	173,13	192,37	211,60	230,84	250,07	269,31	288,55

Barème des taux effectifs garantis annuels à compter du 1^{er} janvier 2016

Le barème des TEGA, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est le suivant :

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	ÉCHELON	AGENT DE MAÎTRISE D'ATELIER		AGENT DE MAÎTRISE		OUVRIER	ADMINISTRATIF et technicien
V	395	3	AM7	35 065,70	AM7	32 928,03		32 928,03
	365	3	AM7	32 444,86	AM7	30 400,57		30 400,57
	335	2	AM6	30 842,12	AM6	28 006,08		28 006,08
	305	1	AM5	27 147,36	AM5	25 542,56		25 542,56
IV	285	3	AM4	25 826,66	AM4	24 268,28	TA4	24 268,28
	270	2					TA3	22 957,94
	255	1	AM3	23 034,18	AM3	21 723,84	TA2	21 723,84
III	240	3	AM2	22 406,41	AM2	21 060,90	TA1	21 060,90
	225	2						20 095,89
	215	1	AM1	20 358,05	AM1	19 107,42	P3	19 107,42
II	190	3					P2	18 734,49
	180	2						18 451,23
	170	1					P1	18 209,89
I	155	3					O3	18 154,20
	145	2					O2	17 964,83
	140	1					O1	17 774,42

Brochure n° 3066

Convention collective nationale

IDCC : 292. – PLASTURGIE

ACCORD DU 14 JANVIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA MENSUELS
AU 1^{ER} FÉVRIER 2016
NOR : ASET1650326M
IDCC : 292

Entre :

La FP,

D'une part, et

La FCE CFDT ;

La FNPEC CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le champ d'application du présent accord est celui de la convention collective nationale de la plasturgie défini par l'accord du 1^{er} juillet 1960 et modifié par les avenants du 6 janvier 1961 et du 15 juin 1977.

Article 2

Application

Cet accord s'applique dans le cadre de l'accord de classification signé le 16 décembre 2004, lequel est obligatoirement applicable pour l'ensemble des entreprises de la branche depuis avril 2007.

Article 3

Montants des minima mensuels

3.1. Salaires minima mensuels au 1^{er} février 2016

Le barème des salaires minima mensuels au 1^{er} février 2016 sera le suivant :

(En euros.)

COEFFICIENT	VALEUR MENSUELLE
700	1 472

COEFFICIENT	VALEUR MENSUELLE
710	1 487
720	1 504
730	1 564
740	1 642
750	1 751
800	1 879
810	2 025
820	2 225
830	2 386
900	2 863
910	3 001
920	3 449
930	4 485
940	5 592

3.2. Assiette de comparaison

Le barème des salaires minima est établi sur une base de 151,67 heures au sens de l'article L. 3121-10 du code du travail ou sur la base du forfait en jours applicable (dans la limite du plafond annuel prévu par l'accord collectif de référence, fixé en conformité avec l'article L. 3121-44), ainsi sont inclus dans le salaire minima le complément différentiel lié à la réduction du temps de travail appliqué, s'il existe, dans l'entreprise ou l'établissement lors de la mise en place des 35 heures, de même que tous les éléments qui entrent dans la composition du Smic selon la réglementation en vigueur et la jurisprudence.

A titre d'indication, sont exclus des minima à la date de signature de l'accord, quand ils existent :

- la majoration relative à la durée du travail : heures supplémentaires, exceptionnelles, etc. ;
- la prime d'ancienneté ;
- le treizième mois ;
- les primes pour travaux pénibles, dangereux ou insalubres ;
- les gratifications ayant indiscutablement un caractère exceptionnel ;
- les indemnités ayant un caractère de remboursement de frais ;
- les primes générales (vacances, Noël...) quelle que soit leur appellation, qu'elles soient fonction ou non de la production ou de la productivité globale de l'entreprise ou de ses bénéficiaires.

En ce qui concerne les heures qui ne seraient pas considérées comme du temps de travail effectif, elles seront régies par la législation en vigueur, la jurisprudence et la convention collective nationale de la plasturgie.

Article 4

Prochaine négociation sur les salaires minima

Les parties conviennent d'engager la prochaine négociation sur les salaires minima à partir de juillet 2016. La première réunion sera consacrée à l'étude des données économiques et sociales de la branche ainsi qu'à l'expression des revendications des syndicats salariés. A l'occasion de la réunion de septembre, la fédération formulera ses premières propositions.

Il est entendu qu'en cas d'augmentation du Smic entraînant l'application des dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 2241-2-1 du code du travail, les parties inscriront la question des salaires à l'ordre du jour de la première commission plénière suivant cette augmentation.

Article 5

Salaires minima mensuels des cadres débutants

Il pourra être procédé par l'entreprise pour les cadres débutants dont la définition est précisée ci-dessous à un abattement de 5 % sur le salaire minimal prévu au coefficient 900 pendant une durée de 24 mois.

Durant cette période, l'entreprise procédera à des entretiens réguliers avec le salarié concerné.

Par cadre débutant il y a lieu d'entendre la position attribuée aux nouveaux diplômés occupant un poste coté 900 et n'ayant aucun passé professionnel soit à l'extérieur, soit à l'intérieur de l'entreprise, jusqu'à ce qu'ils aient acquis l'expérience professionnelle nécessaire pour l'exercice correct de la fonction.

Cet article s'applique jusqu'au 31 décembre 2016.

Article 6

Egalité salariale

Les parties signataires rappellent les dispositions de l'article L. 3221-2 du code du travail, qui précise que « tout employeur assure, pour un même travail ou un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes » et indiquent que, conformément à l'accord égalité du 8 décembre 2010, il appartient aux entreprises de la branche de supprimer les écarts de rémunérations entre les femmes et les hommes à emploi de valeur égale sans raisons objectives pouvant les justifier.

Pour ce faire, les parties signataires rappellent que la négociation collective d'entreprise (pour les entreprises soumises à cette obligation) en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes fait l'objet de plusieurs dispositions légales codifiées aux articles L. 2242-5, L. 2242-5-1 et L. 2242-6 du code du travail.

Article 7

Durée et formalités

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il fera l'objet auprès du ministère du travail d'un dépôt et d'une demande d'extension en urgence.

Le présent accord pourra être révisé ou dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail.

Il entrera en vigueur le lendemain de son dépôt.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3104

Convention collective nationale
IDCC : 176. – INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

ACCORD DU 21 JANVIER 2016
RELATIF AUX FRAIS DE LOGEMENT ET DE NOURRITURE
DES SALARIÉS DES MÉTIERS DE LA PROMOTION

NOR : ASET1650333M
IDCC : 176

Entre :

Le LEEM,

D'une part, et

L'UNSA ;

La FCE CFDT ;

La CMTE CFTC ;

La CFE-CGC chimie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2016, le *a* du 2° « Autres secteurs » du paragraphe B.1 « Frais de logement : une nuit d'hôtel et un petit déjeuner par jour passé hors du domicile » de l'article 3 de l'avenant n° 2 « Dispositions relatives aux métiers de la promotion » de la convention collective nationale du 6 avril 1956 modifiée est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« *a*) 48,50 € par jour passé hors du domicile. »

Article 2

A compter du 1^{er} janvier 2016, le paragraphe B.2 « Frais de nourriture » de l'article 3 de l'avenant n° 2 « Dispositions relatives aux métiers de la promotion » de la convention collective nationale du 6 avril 1956 modifiée est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Tous secteurs :

18,30 € par repas pris hors du domicile. L'employeur devra prendre un accord particulier avec le salarié itinérant précisant les circonstances dans lesquelles ce dernier bénéficiera de ce remboursement.

Tous les frais de logement et de nourriture prévus ci-dessus s'entendent pour un salarié itinérant exclusif. Pour un salarié itinérant non exclusif, ils devront être répartis entre les entreprises au prorata du nombre de produits présentés. »

Article 3

Le III de l'article 3 de l'avenant n° 2 « Dispositions relatives aux métiers de la promotion » de la convention collective nationale du 6 avril 1956 modifiée est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Elles conviennent en outre que, dans le cas où l'administration admettrait, au cours de l'année 2016, des modifications des montants des indemnités déductibles de l'assiette des cotisations de sécurité sociale prévus au 1° des articles 3 et 5 de l'arrêté du 20 décembre 2002, les montants des frais de logement et de nourriture figurant aux 2° et 3° du paragraphe B ci-dessus seront fixés aux nouveaux montants admis en exonération. »

Article 4

Entrée en vigueur

Le présent accord collectif entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016.

Article 5

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social l'extension du présent accord collectif.

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail, dans les conditions prévues à l'article D. 2231-3 du code du travail.

Fait à Paris, le 21 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3243

Convention collective nationale
IDCC : 1504. – POISSONNERIE
(Commerce de détail, demi-gros et gros)

AVENANT N° 89 DU 9 FÉVRIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} JANVIER 2016

NOR : ASET1650338M
IDCC : 1504

Entre :

La CNPEF ;

L'UNPF,

D'une part, et

La FGTA FO ;

La CSFV CFTC ;

La FS CFDT ;

L'UNSA FCS ;

La CFE-CGC Agro,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le salaire minimum est établi sur la base de la valeur qui est fixée à 1 599,96 € pour une durée de 151,67 heures de travail mensuel correspondant au coefficient 135.

(En euros.)

EMPLOYÉ / OUVRIER		AGENT DE MAÎTRISE		CADRE	
Coefficient	Salaire	Coefficient	Salaire	Coefficient	Salaire
135	1 599,96	200	1 899,01	300	2 827,05
140	1 612,74	210	1 967,05	350	3 117,49
145	1 638,91	220	1 988,96	400	3 407,85
150	1 659,61	230	2 035,70	450	3 696,54
160	1 683,71	240	2 071,69		
165	1 707,84	250	2 105,86		
170	1 730,58				

EMPLOYÉ / OUVRIER		AGENT DE MAÎTRISE		CADRE	
175	1 754,70				
180	1 770,35				
185	1 801,57				
190	1 817,88				

Le présent avenant est applicable à partir du 1^{er} janvier 2016 et fera l'objet des formalités de dépôt et d'extension prévues par le code du travail.

Fait à Paris, le 9 février 2016.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Toutes ces classifications sont ouvertes aux hommes comme aux femmes

Niveau I. – Employé

- 135 – Employé(e) de marée sans qualification apprenant l'exercice du métier ou manutentionnaire débutante(e)
 - Commis poissonnier sans qualification apprenant l'exercice du métier
 - Opérateur(trice) de saisie débutant(e)
 - Employé(e) de bureau débutant(e)
 - Chauffeur-livreur débutant(e)
 - Fileteur(euse) débutant(e)
 - Technicien(ne) débutant(e)
 - Caissier(ère) facturier(ère) débutant(e)
- 140 – Commis poissonnier avec CAP
 - Commis poissonnier sans CAP ayant 3 ans d'expérience
- 145 – Commis poissonnier avec CAP ayant 2 ans d'expérience
 - Commis poissonnier sans CAP ayant 5 ans d'expérience
 - Employé(e) de marée avec minimum 5 ans d'expérience
 - Commis poissonnier avec CQP « Poissonnier »
 - Opérateur(trice) de saisie avec minimum 5 ans d'expérience
 - Chauffeur-livreur avec minimum 5 ans d'expérience
 - Fileteur(euse) avec minimum 5 ans d'expérience
 - Technicien(ne) avec minimum 5 ans d'expérience
 - Caissier(ère) facturier(ère) avec minimum 5 ans d'expérience
- 150 – Commis poissonnier avec CAP et 3 ans d'expérience
 - Commis poissonnier sans CAP avec 6 ans d'expérience
 - Commis poissonnier avec CQP « Poissonnier » ayant 1 an d'expérience
 - Vendeur(se) preneur(euse) d'ordres débutant(e)
 - Attaché(e) commercial(e) débutant(e)
 - Secrétaire débutant(e)
- 160 – Commis poissonnier avec CQP « Préparateur-vendeur en produits de la mer »
 - Employé(e) de marée qualifié(e) avec minimum 8 ans d'expérience
 - Fileteur(euse) avec minimum 8 ans d'expérience
 - Opérateur(trice) de saisie avec minimum 8 ans d'expérience
 - Standardiste
 - Technicien(ne) avec minimum 8 ans d'expérience
 - Caissier(ère) facturier(ère) avec minimum 8 ans d'expérience
- 165 – Aide-comptable
- 170 – Commis poissonnier avec CAP avec 5 ans d'expérience
 - Commis poissonnier sans CAP avec minimum 8 ans d'expérience
 - Commis poissonnier avec CQP « Préparateur-vendeur en produits de la mer » avec 2 ans d'expérience minimum, animant et exécutant le travail avec au moins 3 personnes

- Responsable filetage
- Responsable préparation
- 175 – Vendeur(euse) preneur(euse) d'ordres avec minimum 5 ans d'expérience
 - Attaché(e) commercial(e) avec minimum 5 ans d'expérience
 - Secrétaire avec minimum 5 ans d'expérience
- 180 – Commis poissonnier avec CAP ayant plus de 8 ans d'expérience
 - Commis poissonnier sans CAP ayant plus de 10 ans d'expérience
 - Commis poissonnier avec CQP « Poissonnier-écailler-traiteur en produits de la mer »
 - Aide-comptable après 5 ans d'expérience
- 185 – Commis poissonnier avec CAP avec minimum 10 ans d'expérience, animant et exécutant le travail avec au moins 8 personnes
 - Commis poissonnier sans CAP avec minimum 13 ans d'expérience
 - Commis poissonnier avec CQP « Préparateur-vendeur en produits de la mer » avec minimum 5 ans d'expérience, animant et exécutant le travail avec au moins 5 personnes
 - Commis poissonnier avec CQP « Poissonnier-écailler-traiteur en produits de la mer » ayant 1 an d'expérience
 - Comptable 1^{er} échelon
- 190 – Assistante de formation
 - Commis poissonnier titulaire du baccalauréat professionnel poissonnerie

Niveau II. – Agent de maîtrise

- 200 – Responsable de caisse
 - Assistant(e) informatique
 - Assistant(e) qualité
 - Assistant(e) marketing / communication
- 210 – Attaché(e) de direction
 - Comptable 2^e échelon
 - Secrétaire de direction
 - Intendant(e)-surveillant(e)
- 220 – Vendeur(se) ambulant(e) tournée
 - Attaché(e) commercial(e) avec 8 ans d'expérience
 - Contrôleur(euse) gestion
 - Responsable qualité
 - Responsable informatique
 - Responsable marketing / communication
 - Responsable services généraux
 - Responsable logistique
 - Responsable comptable
 - Chef de vente
 - Formateur(rice) domaine professionnel ou général ayant ou non la charge de plusieurs matières d'enseignement
- 230 – Responsable d'exploitation
 - Responsable commercial(e)
- 240 – Responsable d'exploitation avec plus de 10 personnes
 - Responsable commercial(e) avec plus de 10 personnes

- 250 – Acheteur(euse) principal(e)
 - Directeur(trice) adjoint(e) chargé(e) de la pédagogie
 - Directeur(trice) adjoint(e) chargé(e) du développement

Niveau III. – Cadre

- 300 – Responsable de magasin ayant le commandement de moins de 5 personnes
 - Cadre d'exploitation
 - Chef comptable
- 350 – Responsable de magasin ayant le commandement de plus de 5 personnes
 - Directeur(trice) commercial(e)
 - Directeur(trice) informatique
 - Directeur(trice) des ressources humaines
 - Gestionnaire d'entreprise avec CQP « Gestionnaire d'entreprise du commerce de la poissonnerie et de la conchyliculture »
- 400 – Directeur(trice) pédagogique
 - Secrétaire général(e) d'organisation professionnelle
 - Secrétaire général(e) d'entreprise
 - Rédacteur(trice) professionnel(le)
- 450 – Directeur(trice) d'exploitation

Brochure n° 3367

Convention collective nationale

IDCC : 2847. – PÔLE EMPLOI

ACCORD DU 25 JANVIER 2016

À L'ACCORD DU 18 MARS 2011

RELATIF À L'ASSURANCE COMPLÉMENTAIRE SANTÉ ET À LA PRÉVOYANCE

NOR : ASET1650328M

IDCC : 2847

PRÉAMBULE

Le présent accord vise à fixer les caractéristiques de garanties collectives à titre obligatoire, communes à tous les agents de Pôle emploi, en matière de remboursement de frais de soins de santé et de prévoyance, dans le cadre du « contrat responsable », afin de maintenir au bénéfice des agents la défiscalisation de leurs cotisations. Il respecte donc les règles fixées par les lois n° 2004-810, n° 2013-504 et n° 2013-1203 ainsi que leurs décrets d'application et toutes autres dispositions législatives et réglementaires en vigueur s'y rapportant ainsi que les dispositions de l'article 49 de la convention collective nationale.

Ces garanties sont spécifiques à la couverture de la population concernée et tiennent compte des dispositifs de protection sociale réglementaires et conventionnels des deux statuts, privé et public, des agents de Pôle emploi.

Le dispositif repose sur la solidarité familiale entre les affiliés, dans le respect des principes de transparence et de non-discrimination. Il comprend une combinaison de garanties de protection sociale complémentaire incluant les risques d'atteinte à l'intégrité physique de la personne et ceux liés à la maternité, dénommés frais de soins de santé, ainsi que les risques d'incapacité de travail, tout ou partie des risques d'invalidité et ceux liés au décès. Il inclut par ailleurs, à titre facultatif, une garantie dépendance.

Ce dispositif repose également sur la solidarité entre les bien et les moins bien portants. Ainsi, la tarification concernant la couverture des frais de soins de santé et de prévoyance ne peut pas être établie sur la base d'un questionnaire médical préalable ni en fonction de l'état de santé de l'adhérent, ni de son âge. Par ailleurs, il n'y a aucun délai de carence au moment de l'affiliation à ces garanties.

Les parties, pour des raisons de clarté et de présentation exhaustive, s'entendent sur une version formellement consolidée de l'accord du 18 mars 2011 et de ses avenants des 5 mai 2011 et 17 juin 2014.

CHAPITRE I^{ER}

BÉNÉFICIAIRES

Article 1.1

Agents en activité

Les bénéficiaires de ces garanties sont les agents en activité, en contrat à durée indéterminée ou déterminée ou en contrat de travail aidé, régis par la convention collective nationale de Pôle emploi,

et ceux relevant du décret statutaire de 2003, ainsi que les fonctionnaires détachés. Ces garanties s'appliquent quelle que soit la nature du contrat de l'agent, sans condition d'ancienneté.

Selon les dispositions de la loi du 13 août 2004 et dans le cadre du contrat responsable, les agents concernés doivent cotiser au titre des garanties obligatoires instituées par le présent accord.

En complément des cas de dispense prévus à l'article L. 911-7 du code de la sécurité sociale, les parties décident que seuls les agents sous contrat à durée déterminée, dont les apprentis, spécifiés dans l'article R. 242-1-6 du code de la sécurité sociale, peuvent bénéficier sur leur demande expresse d'une dispense d'affiliation.

Les agents sous contrat à durée déterminée doivent formuler leur demande de dispense auprès de Pôle emploi à la signature de leur contrat de travail et après avoir reçu les notices d'information sur les régimes frais de soins de santé et de prévoyance ainsi que les formulaires d'adhésion spécifiant les tarifs. L'affiliation et la dispense sont définitives pour toute la durée de leur contrat.

Article 1.2

Agents en congé sans traitement ou sans solde

Les agents en congé sans solde au titre de l'article 28 de la convention collective nationale de Pôle emploi et ceux en congé pour raison familiale ou personnelle en application du titre V du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 ainsi que les agents en congé pour convenance personnelle ou dans l'intérêt du service (art. 26 et 27 du décret statutaire de 2003) peuvent, sur leur demande, bénéficier de la garantie liée au remboursement des frais de soins de santé et de celle liée à la prévoyance.

Dans ce cas, les agents en congé de solidarité familiale, en congé en vue de l'adoption ou en congé de présence parentale bénéficient de la prise en charge de la part patronale de la cotisation dans les mêmes conditions que les agents en activité.

Pour tous les autres motifs de congé sans traitement ou sans solde, les cotisations relatives à cette souscription sont intégralement à la charge des agents concernés, à l'exception des agents en activité à Pôle emploi dont le contrat de travail est suspendu pour maladie.

Article 1.3

Anciens agents indemnisés au titre du chômage

Selon les dispositions prévues à l'article L. 911-8 du livre IX, titre I^{er}, du code de la sécurité sociale, les anciens agents de Pôle emploi dont la rupture du contrat de travail, hors cas de licenciement pour faute lourde, ouvre droit au bénéfice de l'allocation pour perte d'emploi, précédemment affiliés au présent régime, conservent, sauf renonciation expresse, après leur départ définitif, le bénéfice sans contrepartie de cotisation de leurs garanties de frais de soins de santé et de prévoyance pendant une durée égale à celle de leur dernier contrat de travail appréciée en mois entiers, dans la limite de 12 mois.

Dans un délai de 1 mois suivant la perte du bénéfice de leurs garanties de frais de soins de santé dans le cadre de la portabilité, les anciens agents peuvent bénéficier de manière facultative du maintien des garanties du régime frais de soins de santé moyennant le paiement d'une cotisation spécifique intégralement à leur charge et acquittée directement auprès de l'organisme assureur.

Article 1.4

Retraités

Les agents retraités de Pôle emploi peuvent demander à conserver le bénéfice de la garantie liée au remboursement des frais de soins de santé dans les 6 mois suivant la date de leur départ à la retraite moyennant le paiement d'une cotisation spécifique intégralement à leur charge et acquittée directement auprès de l'organisme assureur.

Un tarif plus avantageux que celui qui pourrait résulter d'une adhésion individuelle sera négocié dans le cadre de l'appel d'offres. Il visera à obtenir des candidats une offre spécifique en termes de tarification, basée sur la particularité de la population concernée.

Ce tarif, plafonné à 125 % de la cotisation des actifs, sera révisé, si besoin, au terme du deuxième exercice du contrat dans le cadre de la commission de suivi.

CHAPITRE II

NATURE DES GARANTIES

Le dispositif comporte les garanties ci-après :

Article 2.1

Garantie de frais de soins de santé

Une garantie obligatoire assure le remboursement des dépenses de soins de santé. Ce remboursement intervient en complément de la prise en charge de la sécurité sociale, des prestations non remboursées par la sécurité sociale mais prévues expressément par les garanties négociées, dans la limite des frais réellement exposés. Cette garantie s'entend déduction faite du montant des participations forfaitaires ou franchises prévues à l'article L. 160-13 du code de la sécurité sociale qui restent à la charge de l'agent.

Par ailleurs, les candidats devront proposer, dans le cadre de l'appel d'offres, une offre spécifique de remboursements complémentaires à adhésion facultative intégralement à la charge des agents et acquittée directement auprès de l'organisme assureur.

Article 2.2

Garantie de prévoyance obligatoire

L'objectif est d'offrir aux agents en activité une protection supplémentaire face aux aléas de l'existence, en complément des prestations réglementaires et conventionnelles spécifiques aux deux statuts, privé et public.

L'incapacité-invalidité couvre sous certaines conditions les pertes de salaire en cas d'arrêt de travail.

La rente éducation vise la protection des enfants en cas de décès de l'agent.

La rente de conjoint assure sous certaines conditions une rente temporaire.

La garantie décès permet le versement d'un capital en cas de décès ou d'invalidité absolue et définitive (IAD) de l'agent.

Les rentes sont versées mensuellement dans le respect des conditions législatives et réglementaires.

CHAPITRE III

RÉGIME COMPLÉMENTAIRE DE FRAIS DE SOINS DE SANTÉ ET DE MATERNITÉ

Article 3.1

Financement

Les cotisations relatives à la garantie mentionnée à l'article 3.2 ci-dessous sont exprimées de manière forfaitaire. Les cotisations relatives à cette garantie sont prises en charge annuellement à hauteur de 75 % de leur montant global par Pôle emploi et les 25 % restants étant à la charge de l'ensemble des agents en activité.

Article 3.2

Garantie de frais de soins de santé obligatoire

La cotisation individuelle correspond à un forfait fixé annuellement, dont la prise en charge est assurée par l'agent à hauteur d'un pourcentage de son salaire brut qui sera déterminé en fonction des coûts arrêtés à l'issue de la contractualisation.

La charge salariale de 25 % est supportée collectivement par les agents et n'est pas traduite sous forme d'un précompte forfaitaire mensuel mais d'un taux exprimé en pourcentage du salaire brut mensuel de l'agent.

Ce taux est obtenu en divisant le forfait de base par le salaire brut moyen à Pôle emploi. Ce forfait de base est égal à 25 % du coût mensuel global du régime (charges salariales et patronales incluses).

Du fait de l'application d'un taux unique appliqué au salaire brut mensuel de chaque agent, la cotisation versée est proportionnelle aux gains de chacun. Cependant, aucun agent ne peut mensuellement cotiser au-delà de 50 % de ce forfait.

Le pourcentage retenu pour la première année est ensuite réajusté au 1^{er} janvier de chaque année, et ce pour les 12 mois de l'année civile en cours, afin que la répartition moyenne de la prise en charge globale des cotisations soit maintenue, tel que prévu, à hauteur de 75 % pour Pôle emploi et de 25 % pour les agents.

Article 3.3

Cotisation

Forfait de base

La cotisation individuelle est exprimée sous la forme d'un montant forfaitaire réestimée annuellement en fonction des résultats du régime et des évolutions législatives et réglementaires, après avis de la commission de suivi prévue à l'article 7.1 du présent accord. Cette cotisation couvre les agents et leurs ayants droit, tels que définis à l'article 3.4 du présent accord. Dans ce cadre, les agents peuvent bénéficier du tiers payant et du système Noémie pour eux-mêmes et leurs ayants droit.

La part de la cotisation à la charge de l'agent est précomptée mensuellement par Pôle emploi.

Les agents affiliés au régime spécifique de sécurité sociale Alsace-Moselle bénéficient d'un tarif minoré de cotisation.

Régime optionnel

Il est proposé deux formules optionnelles permettant l'affiliation facultative de la personne vivant avec l'agent. Dans ce cadre, une cotisation complémentaire optionnelle, prise en charge intégralement par l'agent, est proposée pour le conjoint, pour la personne ayant conclu un pacte civil de solidarité (Pacs), pour le concubin de l'agent assuré au titre de la sécurité sociale sur présentation d'une attestation de vie maritale, dès lors qu'il ne travaille pas à Pôle emploi, ainsi que pour ses ayants droit au titre de la sécurité sociale. Ce système, appelé option couple, fonctionne selon l'une des deux formalités suivantes :

- soit l'intéressé ne bénéficie pas d'une mutuelle par ailleurs. Dans ce cas, il bénéficie des liaisons Noémie et des services de tiers payant ;
- soit l'intéressé bénéficie d'une mutuelle par ailleurs. Dans ce cas, il ne bénéficie pas des services de tiers payant et est « noémisé » auprès de la mutuelle intervenant en premier rang.

La cotisation est exprimée sous la forme d'un montant forfaitaire réestimé annuellement afin de garantir l'équilibre de ce régime optionnel.

Article 3.4

Ayants droit du forfait de base

Les prestations de la garantie de remboursement de frais de soins de santé sont accordées à l'agent assuré et à ses ayants droit, lesquels sont :

- le conjoint, le concubin sur présentation d'une attestation de vie maritale ou la personne ayant conclu avec un agent célibataire, divorcé ou veuf, un pacte civil de solidarité (Pacs) et à charge au titre de la sécurité sociale ou définis aux articles L. 160-1 et suivants du code de la sécurité sociale ;

- les enfants considérés comme ayants droit par la sécurité sociale au titre de l'agent assuré, ou du partenaire lié par un pacte civil de solidarité (Pacs), de son conjoint ou concubin, à charge au titre de la sécurité sociale, ainsi que les enfants de moins de 21 ans qui exercent une activité professionnelle leur procurant un revenu inférieur à un pourcentage du Smic mensuel selon les règles en vigueur ;
- le conjoint demandeur d'emploi ou le concubin ou la personne ayant conclu avec un agent célibataire, divorcé ou veuf, un pacte civil de solidarité (Pacs), ayant fait l'objet d'une affiliation volontaire optionnelle antérieure, est considéré comme conjoint à charge s'il ne perçoit pas d'indemnités de chômage ou à l'expiration de ses droits aux prestations de chômage ;
- les enfants reconnus par la maison départementale pour le handicap (MDPH) atteints d'un handicap les mettant dans l'impossibilité de se livrer à une quelconque activité rémunératrice (ressources mensuelles au maximum égales au quart du plafond mensuel de la sécurité sociale en ce qui concerne exclusivement les ressources d'origine professionnelle, abstraction faite des compléments de salaire versés par l'Etat et de toutes ressources attachées au handicap), sans limite d'âge.

Sont considérés également comme bénéficiaires jusqu'à la fin du mois du 28^e anniversaire :

- les enfants qui poursuivent leurs études et qui :
 - soit bénéficient du régime des étudiants en application de l'article L. 381-4 du code de la sécurité sociale ;
 - soit sont considérés par la sécurité sociale comme ayants droit de l'agent assuré, ou de ses ayants droit (conjoint, concubin ou la personne liée à l'assuré par un pacte civil de solidarité, à la charge de l'assuré au titre de la sécurité sociale ou définis aux articles L. 160-1 et suivants du code de la sécurité sociale) ;
- les enfants qui sont en contrat d'apprentissage, en contrat de professionnalisation et qui perçoivent une rémunération limitée à un pourcentage du Smic mensuel selon les règles en vigueur ;
- les enfants primo-demandeurs d'emploi, inscrits à Pôle emploi.

Sont également bénéficiaires les ascendants qui sont considérés par la sécurité sociale comme ayants droit de l'agent assuré ou de ses ayants droit (conjoint, concubin ou personne liée à l'agent par un pacte civil de solidarité, à la charge de l'agent au titre de la sécurité sociale).

Article 3.5

Prestations

Les prestations décrites au contrat couvrent les bénéficiaires cotisants et les ayants droit au titre du forfait de base et des régimes optionnels selon leur niveau d'affiliation.

Les prestations sont détaillées dans le tableau joint en annexe I.

La prise en charge mutualiste est calculée acte par acte.

Les sommes restant à la charge du participant sont au minimum égales à la participation forfaitaire mentionnée à l'article L. 160-13 du code de la sécurité sociale.

CHAPITRE IV

RÉGIME DE PRÉVOYANCE OBLIGATOIRE

Article 4.1

Financement

Les cotisations relatives à la garantie prévue à l'article 4.2 ci-dessous sont assises sur la rémunération mensuelle brute totale de l'agent. Elles sont réparties entre Pôle emploi et les agents conformément aux taux indiqués dans le tableau figurant dans cet article.

Compte tenu des spécificités attachées à chacun des deux statuts, privé et public, en matière, d'une part, de durée d'indemnisation par l'employeur et/ou par le régime complémentaire de maintien du revenu en cas d'arrêt de travail et, d'autre part, de la nature de l'affection, les cotisations relatives à la garantie prévue à l'article 4.2 du présent accord feront l'objet de deux tarifications distinctes. En effet, ce double décalage justifie techniquement la mise en place d'un taux de cotisation propre à chaque population.

Article 4.2

Garantie de prévoyance obligatoire

La participation de Pôle emploi et des agents sur le montant de la cotisation se répartit comme suit selon la tranche de rémunération.

	PART SALARIALE	PART PATRONALE
Tranche A	26 %	74 %
Tranche B	De 38 % à 45 %	De 62 % à 55 %
Tranche C	50 %	50 %

Les parties à la négociation se rencontreront pour réajuster et préciser les taux dans les fourchettes proposées ci-dessus en fonction des coûts arrêtés à l'issue de la contractualisation.

Article 4.3

Cotisations

Les cotisations individuelles sont exprimées sous forme d'un pourcentage de la rémunération mensuelle brute totale soumise à cotisation sécurité sociale répartie selon les tranches de rémunération (tranche A, tranche B, tranche C) tel que présenté dans le tableau figurant à l'article 4.2 du présent accord.

La part de la cotisation à la charge de l'agent est précomptée mensuellement par Pôle emploi.

Article 4.4

Prestations

La garantie proposée comporte un choix entre plusieurs options de couverture tel que présenté dans le tableau figurant en annexe II. Le montant de la cotisation est indépendant de l'option choisie.

Une option regroupe un ensemble prédéfini de garanties exprimées à des niveaux déterminés. Chaque agent choisit obligatoirement une option parmi celles proposées. En cas d'absence de choix, l'option 1 lui est appliquée par défaut.

En cas de demande de changement d'option, à la libre initiative de l'agent, celui-ci intervient au premier jour du mois suivant cette demande.

Article 4.5

Assurance incapacité (maladie, accident)

La garantie contre le risque d'incapacité de travail assure à l'agent, sans condition d'ancienneté et pendant toute la durée du bénéfice des indemnités journalières de sécurité sociale, le versement d'une prestation différentielle. Cette prestation permet de maintenir à l'agent des ressources mensuelles égales au maximum à 1/2 de sa rémunération annuelle nette totale au cours des 12 mois ayant précédé la date d'arrêt de travail initial.

Les prestations de la garantie incapacité sont servies pendant toute la durée de perception des indemnités journalières de sécurité sociale, qu'il y ait ou non maintien partiel par Pôle emploi du

salaire conventionnel pour les agents de droit privé ou de la rémunération pour les agents de droit public.

La direction générale prend des dispositions évitant aux agents concernés d'être en rupture de versement financier de nature à créer un déséquilibre dans leurs ressources mensuelles. Ces dispositions prendront la forme d'une avance sur versement, le premier mois des périodes à demi-traitement et sans traitement. Les modalités de récupération de l'avance feront l'objet d'une information en commission de suivi.

Article 4.6

Assurance invalidité

La garantie contre le risque lié à l'invalidité assure le versement, après épuisement des droits à prestations servies au titre de l'assurance incapacité de travail, d'une rente mensuelle aux agents reconnus en invalidité de 1^{re}, 2^e ou 3^e catégorie par la sécurité sociale, au sens de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale, jusqu'à l'âge légal de la retraite, sous réserve des conditions d'éligibilité.

Pour une invalidité de 1^{re} catégorie au sens de la sécurité sociale ou pour les bénéficiaires d'une rente accident du travail ou maladie professionnelle avec un taux d'incapacité permanente partielle compris entre 33 % et 65 %, la rente mensuelle ne peut excéder 48 % de 1/2 de la rémunération brute totale de l'agent au cours des 12 mois précédant la date d'arrêt de travail initial, ayant entraîné la reconnaissance de son invalidité, déduction faite du montant de la pension d'invalidité versée par la sécurité sociale tant qu'il remplit les conditions jusqu'à l'âge légal du départ en retraite.

Pour une invalidité de 2^e ou de 3^e catégorie au sens de la sécurité sociale ou pour une invalidité résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle lorsque le taux d'incapacité permanente partielle ou totale est égal ou supérieur à 66 %, la rente mensuelle est égale à 80 % de 1/12 de la rémunération brute totale de l'agent au cours des 12 mois précédant la date d'arrêt de travail initial, ayant entraîné la reconnaissance de son invalidité, déduction faite du montant de la pension d'invalidité versée par la sécurité sociale et de la rémunération totale ou partielle maintenue par Pôle emploi, ainsi que, le cas échéant, de la prestation versée au titre du régime de prévoyance complémentaire des agents de droit public institué par le décret n° 99-528 du 25 juin 1999 modifié.

Chacune de ces deux rentes ne pourra, ajoutée aux prestations en espèces de même nature qui seraient servies par la sécurité sociale et par tout autre organisme de prévoyance collective obligatoire, ou à toute rémunération d'une activité à temps partiel (justifiée par des motifs thérapeutiques) ou prestations de l'assurance chômage, permettre à l'agent de percevoir des sommes supérieures à la rémunération nette qu'il aurait perçue s'il avait continué à travailler.

Article 4.7

Garantie décès

La garantie contre le risque lié à tout décès hors exclusions légales ou à l'IAD assure, selon l'option souscrite par l'agent, le versement, conformément au tableau joint en annexe II, soit :

1. D'un capital ;
2. D'un capital auquel s'ajoute le versement d'une rente éducation aux enfants à charge ;
3. D'un capital auquel s'ajoute le versement d'une rente temporaire au bénéfice du conjoint survivant.

CHAPITRE V

GARANTIE DÉPENDANCE FACULTATIVE

A titre facultatif, une garantie contre le risque lié à la dépendance est proposée pour assurer, aux agents qui y souscrivent, le versement d'une rente mensuelle lorsqu'ils justifient soit d'un classement

en groupe iso-ressources 1 ou 2 (GIR 1 et 2) défini en application de l'article R. 232-3 du code de l'action sociale et des familles, soit de ne plus pouvoir exécuter les actes ordinaires de la vie courante au sens du 3^e de l'article L. 341-4 du code de la sécurité sociale.

Les cotisations devront être déterminées sur la base d'un montant mensuel de rente viagère égal à 500 € par mois, avec une proposition de barème de cotisations et de prestations pouvant permettre d'atteindre une rente égale à 2 500 € par mois. Le prestataire devra proposer un indice de revalorisation annuelle dans le cadre de l'appel d'offres. Il ne sera appliquée aucune exclusion ou limite de prise en charge de cette garantie en dehors des exclusions ou limites légales.

Les agents bénéficiaires de cette garantie partant à la retraite ou quittant Pôle emploi en cours de carrière peuvent, s'ils le souhaitent, conserver cette garantie.

La souscription à la garantie dépendance est financée par des cotisations distinctes prélevées mensuellement par Pôle emploi sur les salaires des agents souscripteurs en activité. Les agents en retraite ou ayant quitté Pôle emploi verseront mensuellement leur cotisation directement à l'organisme assureur.

CHAPITRE VI

ACTION DE SOLIDARITÉ

Dans les cas particulièrement graves où soit par suite d'absence ou d'insuffisance de remboursement de la sécurité sociale, soit par suite d'accident de la vie des sommes importantes sont portées à la charge de l'agent ou de ses ayants droit, celui-ci ou ceux-ci peuvent présenter une demande d'aide au titre de la solidarité auprès du fonds social collectif du prestataire.

Lors de l'appel d'offres les candidats devront proposer des solutions spécifiques et des services sans contrepartie de cotisation, à destination de tous leurs adhérents. Ces dispositifs porteront, entre autres, sur la santé et la prévoyance.

CHAPITRE VII

CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE

La mise en place de cette couverture de frais de soins de santé et de prévoyance fait l'objet de la conclusion de contrats avec un ou plusieurs organismes mentionnés à l'article 1^{er} de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 modifiée après appel d'offres. Ces contrats peuvent être conclus auprès des mutuelles et unions de mutuelles relevant du livre II du code de la mutualité, à l'exception de celles bénéficiant pour les risques à garantir des dispositions de l'article L. 211-5 du code de la mutualité, ou d'institutions de prévoyance relevant du titre III du livre IX du code de la sécurité sociale ou encore d'entreprises d'assurances mentionnées à l'article L. 310-2 du code des assurances.

Au cours de la procédure d'appel d'offres, Pôle emploi veillera dans le choix des prestataires à leur capacité à mettre en œuvre l'ensemble des prestations des contrats, notamment la présence des relais et le tiers payant, sur l'ensemble du territoire national (DROM et Saint-Pierre-et-Miquelon compris).

Les organisations syndicales, parties à négociation, sont associées à l'ensemble du processus de mise en place et du choix du ou des prestataires, notamment à l'élaboration du cahier des charges et à l'audition des soumissionnaires, sur la base d'un calendrier proposé par la direction.

Article 7.1

Commission de suivi

Une commission paritaire nationale de suivi du présent accord est instituée pour assurer le contrôle, l'analyse et le suivi des comptes et la gestion de ce dispositif. Cette commission est composée de trois membres par organisation syndicale partie à négociation et des représentants de la

direction de Pôle emploi. Les modalités de fonctionnement de cette commission sont fixées par son règlement intérieur adopté à la majorité de ses membres.

L'équilibre financier des régimes frais de soins de santé et de prévoyance est étudié chaque année par la commission de suivi en fonction du rapport présenté par les organismes assureurs et des indicateurs définis par la commission en lien avec le(s) titulaire(s) du contrat. Par ailleurs, en cas de modification substantielle de la réglementation de remboursement de la sécurité sociale susceptible de remettre en cause de façon importante l'équilibre financier des régimes, la commission de suivi se réunit à titre exceptionnel pour en examiner les conséquences et proposer les évolutions nécessaires à la CPNN dans le cadre des dispositions relatives à la révision du présent accord. Toute modification du niveau des garanties ou de la nature des prestations ne peut intervenir que dans le cadre d'une révision du présent accord, sauf celle consécutive à une évolution législative ou réglementaire modifiant les conditions prévues pour le bénéfice des exonérations fiscales et des cotisations sociales. Dans ce cas, la commission de suivi et la CPNN sont réunies pour en tirer les conséquences.

La commission veillera à vérifier l'impact de la mise en œuvre de ces garanties sur la population des femmes, dans la continuité des travaux concernant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Des indicateurs pertinents et efficaces seront mis en place afin de vérifier que le présent accord ne vienne pas en aggravation de la situation des femmes à Pôle emploi, ni en accroissement des inégalités entre les femmes et les hommes.

Tout impact financier sur les régimes notamment lié à des évolutions législatives et/ou réglementaires fera l'objet d'un examen en commission de suivi.

Article 7.2

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il se substitue à tous les textes et dispositions conventionnelles existants portant sur les mêmes objets à la date de sa prise d'effet. Il est annexé à la convention collective nationale de Pôle emploi, conformément à l'article 49, paragraphe 1, de cette convention.

Il pourra être révisé par avenant dans les conditions légales, notamment dans les cas où les parties à négociation décident de mesures additionnelles et/ou substitutives ou préalablement à la procédure d'appel d'offres, effectuée avant l'échéance des contrats en cours.

Article 7.3

Date d'entrée en application

Les dispositions du présent accord révisé entrent en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2017.

CHAPITRE VIII

MODIFICATION DE L'ARTICLE 49, PARAGRAPHE 2, DE LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE EN VUE DE SA CONCORDANCE AVEC LE PRÉSENT ACCORD

Afin de tenir compte des évolutions législatives relatives aux « contrats responsables », le paragraphe 2 de l'article 49 de la convention collective nationale est ainsi modifié :

« Le personnel est obligatoirement soumis à ces régimes qui sont gérés par un ou plusieurs organismes désignés après appel d'offres. Les prestations et garanties, risque par risque, de ces régimes respectent les conditions et limites prévues par la réglementation pour bénéficier des exonérations fiscales et cotisations sociales relatives à son financement, tant pour les agents que pour Pôle emploi. »

CHAPITRE IX

DÉPÔT ET PUBLICITÉ

Le présent accord est déposé, conformément aux dispositions légales en vigueur, au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris et à la direction générale du travail selon les modalités en vigueur.

Fait à Paris, le 25 janvier 2016.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Pôle emploi.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CGT-FO ;

CFTC ;

CFE-CGC ;

FSU.

ANNEXE I

GARANTIES DE FRAIS DE SOINS DE SANTÉ

Les remboursements des dépenses de soins de santé s'entendent remboursements de la sécurité sociale inclus, dans la limite des frais réellement exposés.

Les sommes restant à la charge de l'agent sont au minimum égales à la participation forfaitaire mentionnée à l'article L. 160-13 du code de la sécurité sociale.

Dans le respect des critères fixés par décret en Conseil d'Etat conformément à l'article 57 de la loi du 13 août 2004, les majorations du ticket modérateur pour non-respect du parcours médical et non-communication du dossier médical et, plus généralement, toutes les pénalités qui en découlent ne sont pas prises en charge dans le cadre de la présente garantie.

Les pénalités financières appliquées par la sécurité sociale hors parcours de soins, la contribution forfaitaire et les franchises médicales, conformément à l'article L. 871-1 du code de la sécurité sociale, ne donnent pas lieu à remboursement complémentaire. La prise en charge des prestations indiquées, remboursées par la sécurité sociale, est assurée *a minima* au TM.

La prise en charge des dépassements est limitée aux dépassements autorisés par la sécurité sociale.

POSTE	NIVEAU DE GARANTIES	
	Conventionné	Non conventionné
Hospitalisation médicale et chirurgicale et maternité		
Frais de séjour, salle d'opération	600 % BR	90 % (FR limité à 600 % BR)
Honoraires déclarés par la sécurité sociale, actes codifiés en K (y compris IVG dans le cadre du contrat d'accès aux soins)	600 % BR	néant
Honoraires déclarés par la sécurité sociale, actes codifiés en K (y compris IVG hors du cadre du contrat d'accès aux soins)	200 % BR	90 % (FR limité à 200 % BR)
Chambre particulière (frais hospitalisation chirurgicale)	4 % PMSS par jour	
Chambre particulière (frais hospitalisation médicale)	4 % PMSS par jour	
Forfait hospitalier	100 % du forfait	
Frais d'accompagnement	4 % PMSS par jour (enfants à charge < 14 ans ou adultes > 70 ans)	
Indemnité compensatrice d'hospitalisation accordée à partir du 8 ^e jour d'hospitalisation médicale ou chirurgicale, dans la limite de 3 mois, à la mère ou au père de famille ayant un ou plusieurs enfants à charge de moins de 18 ans	2,50 % PMSS par jour	
Transport (remboursé par la sécurité sociale)	100 % TCSS	
Actes médicaux		
Généraliste dans le cadre du contrat d'accès aux soins	100 % (FR limité à 300 % BR)	néant
Généraliste hors du cadre du contrat d'accès aux soins	100 % (FR limité à 200 % BR)	90 % (FR limité à 200 % BR)

POSTE	NIVEAU DE GARANTIES	
	Conventionné	Non conventionné
Spécialiste dans le cadre du contrat d'accès aux soins	100 % (FR limité à 500 % BR)	néant
Spécialiste hors du cadre du contrat d'accès aux soins	100 % (FR limité à 200 % BR)	90 % (FR limité à 200 % BR)
Radiologie dans le cadre du contrat d'accès aux soins	100 % (FR limité à 500 % BR)	néant
Radiologie hors du cadre du contrat d'accès aux soins	100 % (FR limité à 200 % BR)	90 % (FR limité à 200 % BR)
Analyses acceptées par la sécurité sociale	100 % (FR limité à 600 % BR) SS	
Auxiliaires médicaux	200 % TCSS-SS	néant
Actes de spécialité effectués en externat (actes de chirurgie hors hospitalisation) dans le cadre du contrat d'accès aux soins	100 % (FR limité à 500 % BR)	néant
Actes de spécialité effectués en externat (actes de chirurgie hors hospitalisation) hors du cadre du contrat d'accès aux soins	100 % (FR limité à 200 % BR)	90 % (FR limité à 200 % BR)
Pharmacie (remboursée par la sécurité sociale) – à 65 % – à 35 % – à 15 %	100 % BR	
Dentaire Soins dentaires (y compris inlay simple, onlay) Prothèse dentaire remboursée (y compris inlay core, clavette et couronne sur implant) Orthodontie remboursée par la sécurité sociale Orthodontie non remboursée par la sécurité sociale Parodontologie remboursée (sur la base d'une gingivectomie étendue à un sextant) Parodontologie non remboursée par la sécurité sociale Prothèse dentaire non remboursée Implantologie (scanner, pose de l'implant, pilier implantaire) Adjonction d'élément intermédiaire à une prothèse plurale (bridge)	200 % BR 480 % BR 450 % BR 300 % BR – SS reconstituée 300 % TCSS 15 % PMSS par an par bénéficiaire 300 % BR – SS reconstituée 20 % PMSS dans la limite de 3 implants par an et par bénéficiaire 300 % BR – SS reconstituée	
Prothèses non dentaires Prothèse auditive et implant cochléaire adulte remboursés par la sécurité sociale Prothèse auditive adulte refusée par la sécurité sociale Prothèse auditive et implant cochléaire enfant remboursés par la sécurité sociale Prothèse auditive enfant refusée par la sécurité sociale Orthopédie et autres prothèses acceptées par la sécurité sociale	25,50 % PMSS / prothèse ou implant 19,50 % PMSS / prothèse 25,50 % PMSS / prothèse ou implant 19,50 % PMSS / prothèse 365 % BR	

POSTE	NIVEAU DE GARANTIES	
	Conventionné	Non conventionné
Optique Plafond : 1 équipement (verres et monture) tous les 2 ans par bénéficiaire, sauf pour les mineurs ou en cas de renouvellement de l'équipement justifié par une évolution de la vue Monture adulte Par verre adulte simple Par verre adulte complexe Par verre adulte très complexe Monture enfants (moins de 18 ans) Par verre enfant simple Par verre enfant complexe Par verre enfant très complexe Lentilles remboursées par la sécurité sociale, y compris les lentilles d'adaptation Lentilles non remboursées et jetables	150 € 100 % FR – SS, limité à 160 € par verre 100 % FR – SS, limité à 300 € par verre 100 % FR – SS, limité à 350 € par verre 150 € 100 % FR – SS, limité à 160 € par verre 100 % FR – SS, limité à 300 € par verre 100 % FR – SS, limité à 350 € par verre 8 % PMSS par paire 8,5 % PMSS par an et par bénéficiaire	
Cure thermale acceptée par la sécurité sociale Frais de traitement et honoraires Frais de voyage et d'hébergement Refusée par la sécurité sociale, effectuée en France, sur accord du médecin-conseil du prestataire	20 % PMSS (18 jours maximum) 15 % PMSS	
Maternité Chambre particulière Forfait par enfant (y compris adoption)	4 % PMSS par jour 15 % PMSS	
Divers Chirurgie de l'œil non prise en charge par la sécurité sociale Vaccins non pris en charge par la sécurité sociale : anti-grippe saisonnière Vaccins pris en charge par la sécurité sociale Forfait actes médicaux > 120 € Ostéodensitométrie osseuse Contraceptifs oraux non pris en charge par la sécurité sociale Consultation diététicien – lutte contre l'obésité Substituts nicotiniques prescrits par un médecin Consultation de médecine douce (actes réalisés par des spécialistes agréés) (ostéopathie, chiropractie, acupuncture, homéopathie...) Détartrage annuel complet sus- et sous-gingival	25 % PMSS par œil, par an et par bénéficiaire 100 % FR 100 % FR 100 % du forfait 2 % PMSS par an et par bénéficiaire 5 % PMSS par an et par bénéficiaire 3 % PMSS par an et par bénéficiaire 50 € par an et par bénéficiaire 35 € par séance avec maximum 4 séances par an et par bénéficiaire 2 séances par an et par bénéficiaire	

POSTE	NIVEAU DE GARANTIES	
	Conventionné	Non conventionné
Dépistage des troubles de l’audition par audiométrie tonale avec tympanométrie chez une personne de plus de 50 ans	1 dépistage tous les 5 ans, par bénéficiaire	
FR : frais réels. BR : base de remboursement de la sécurité sociale. PMSS : plafond mensuel de la sécurité sociale. TCSS : tarif conventionné de la sécurité sociale. Les remboursements forfaitaires annuels ou les limites par an et par bénéficiaire sont appliqués par année civile.		

Sur l'optique, la prise en charge concerne un équipement optique, composé d'une monture et deux verres, tous les 2 ans par bénéficiaire. Toutefois, pour les mineurs ou en cas de renouvellement justifié par une évolution de la vue, la prise en charge est annuelle. La périodicité de 2 ans ou de 1 an s'apprécie à compter de la date d'acquisition du précédent équipement optique pris en charge par votre contrat. En cas de demande de remboursement en deux temps, d'une part la monture et d'autre part les verres, le point de départ de la période correspond à la date d'acquisition du premier élément de l'équipement (monture ou verres). L'évolution de la vue permettant de renouveler l'équipement selon une fréquence annuelle s'apprécie soit sur la présentation d'une nouvelle prescription médicale portant une correction différente de la précédente, soit sur la présentation de la prescription initiale comportant les mentions portées par l'opticien en application de l'article R. 165-1 du code de la sécurité sociale.

Les garanties optique respectent les planchers par équipement imposés par l'article D. 911-1, 4°, du code de la sécurité sociale portant sur la couverture minimale.

Les types de verres sont segmentés entre verres simples, complexes et très complexes selon les niveaux de sphère et de cylindre, comme précisé dans le tableau ci-dessous.

		Verres unifocaux				Verres multifocaux			
		Cylindre				Cylindre			
		–	0,25	4,25 à 6	≥ 6,25	–	0,25	4,25 à 6	≥ 6,25
Sphère	0 à 4,00	Verres simples		Verres complexes		Verres complexes			
	4,25 à 6,00								
	6,25 à 8,00	Verres très complexes							
	≥ 8,25								

ANNEXE II

Garantie de prévoyance

	PROPOSITION RÉGIME À OPTIONS		
	Option 1	Option 2	Option 3
Capitaux décès			
Célibataire, veuf, divorcé, séparé sans enfant	250 % TABC	250 % TABC	Néant
Conjoint, concubin, Pacs, union libre sans enfant	375 % TABC	375 % TABC	150 % TABC
Majoration par personne à charge	110 % TABC	0 % TABC	110 % TABC
Rente éducation			
Enfants jusqu'à 11 ans	Néant	10 % TABC	Néant
Enfants jusqu'à 16 ans révolus	Néant	15 % TABC	Néant
Enfants de 17 ans et, si études, de 18 à 26 ans	Néant	18 % TABC	Néant
Rente orphelin	Néant	100 % rente éducation	Néant
Rente de conjoint temporaire			
Temporaire (4 % par mois pendant 5 ans)	Néant	Néant	240 % TABC
Garanties annexes décès			
Capital supplémentaire décès accidentel	75 % TABC + 25 % majoration pour personne à charge	75 % TABC + 25 % majoration pour personne à charge	75 % TABC + 25 % majoration pour personne à charge
Décès postérieur conjoint (double effet)	50 % capital décès option 1	50 % capital décès option 1	50 % capital décès option 1
Prédéces conjoint ou enfant (à partir de 12 ans [*])	250 % PMSS	250 % PMSS	250 % PMSS

	PROPOSITION RÉGIME À OPTIONS		
	Option 1	Option 2	Option 3
Invalidité absolue et définitive (IAD 3 ^e catégorie SS)	100 % capital décès option 1 + 100 % TABC si non marié	100 % capital décès option 1 + 100 % TABC si non marié	100 % capital décès option 1 + 100 % TABC si non marié
Arrêt de travail En relais et complément de Pôle emploi / SS / autres prestations Incapacité de travail (cf. article 4.5) Invalidité 1 ^{re} catégorie Invalidité 2 ^e ou 3 ^e catégorie	100 % salaire net 48 % TABC 80 % TABC	100 % salaire net 48 % TABC 80 % TABC	100 % salaire net 48 % TABC 80 % TABC
TABC : rémunération brute annuelle totale de l'agent. PMSS : plafond mensuel de la sécurité sociale. (*) Décès d'un enfant de moins de 12 ans : prise en charge des frais funéraires dans la limite des frais engagés plafonnés à 250 % du PMSS.			

Convention collective nationale

**IDCC : 218. – ORGANISMES
DE SÉCURITÉ SOCIALE
(8 février 1957)**

AVENANT DU 2 FÉVRIER 2016
MODIFIANT L'AVENANT DU 17 MAI 1988
RELATIF À LA PRIME DE CRÈCHE

NOR : ASET1650317M
IDCC : 218

Entre :

L'UCANSS,

D'une part, et

La FEC FO ;

La PSTE CFDT ;

Le SNFOCOS CGT-FO ;

La FNPOS CGT ;

La PSE CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article unique

En application de l'article 1^{er} de l'avenant du 17 mai 1988 et compte tenu de l'évolution constatée de l'indice INSEE « Crèches, assistantes maternelles », le montant de la prime de crèche est porté à 7,69 € à compter du 1^{er} janvier 2016.

Fait à Paris, le 2 février 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective nationale

**IDCC : 218. – ORGANISMES
DE SÉCURITÉ SOCIALE
(8 février 1957)**

ACCORD DU 2 FÉVRIER 2016

RELATIF AUX FRAIS DE DÉPLACEMENT SUSCEPTIBLES D'ÊTRE ACCORDÉS
AUX AGENTS D'EXÉCUTION, CADRES ET AGENTS DES CORPS DE CONTRÔLE MUTÉS

NOR : ASET1650318M
IDCC : 218

Entre :

L'UCANSS,

D'une part, et

La CGT ;

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

La FEC FO ;

La PSTE CFDT ;

Le SNFOCOS CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article unique

En application de l'article 4 du protocole d'accord du 5 novembre 1970 et compte tenu de l'évolution constatée des indices INSEE « Loyers d'habitation effectifs », « Service d'hébergement » et « Restauration et cafés », le montant de l'indemnité est porté à 17,88 € par jour à compter du 1^{er} janvier 2016.

Fait à Paris, le 2 février 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective nationale

**IDCC : 218. – ORGANISMES
DE SÉCURITÉ SOCIALE
(8 février 1957)**

ACCORD DU 2 FÉVRIER 2016

RELATIF AUX FRAIS DE DÉPLACEMENT DES INGÉNIEURS-CONSEILS MUTÉS

NOR : ASET1650319M

IDCC : 218

Entre :

L'UCANSS,

D'une part, et

La CGT ;

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

La FEC FO ;

La PSTE CFDT ;

Le SNFOCOS CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article unique

En application de l'article 4 du protocole d'accord du 11 juillet 1967 et compte tenu de l'évolution constatée des indices INSEE « Loyers d'habitation effectifs », « Service d'hébergement » et « Restauration et cafés », le montant de l'indemnité est porté à 17,88 € par jour à compter du 1^{er} janvier 2016.

Fait à Paris, le 2 février 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective nationale

**IDCC : 218. – ORGANISMES
DE SÉCURITÉ SOCIALE
(8 février 1957)**

ACCORD DU 2 FÉVRIER 2016

RELATIF À L'INDEMNITÉ DE RESPONSABILITÉ DES CAISSIERS, AIDES-CAISSIERS ET PAYEURS

NOR : ASET1650320M

IDCC : 218

Entre :

L'UCANSS,

D'une part, et

La CGT ;

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

La FEC FO ;

La PSTE CFDT ;

Le SNFOCOS CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article unique

En application des articles 1^{er} des protocoles d'accord du 25 mai 1960 et compte tenu de l'évolution constatée de l'indice des prix à la consommation, les montants minimum et maximum de l'indemnité sont portés respectivement à 34,92 € et à 141,80 € par mois à compter du 1^{er} janvier 2016.

Fait à Paris, le 2 février 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective nationale

**IDCC : 218. – ORGANISMES
DE SÉCURITÉ SOCIALE
(8 février 1957)**

AVENANT DU 2 FÉVRIER 2016

**RELATIF AU REMBOURSEMENT DES PRÊTS ACCORDÉS
AUX AGENTS PAR LES CAISSES EN VUE DE L'ACHAT D'UN VÉHICULE À MOTEUR**

NOR : ASET1650321M
IDCC : 218

Entre :

L'UCANSS,

D'une part, et

La CGT ;

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

La FEC FO ;

La PSTE CFDT ;

Le SNFOCOS CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'article 1^{er} de l'avenant du 16 octobre 1958 et compte tenu de l'évolution constatée de l'indice INSEE « Achat de véhicules », les montants maximum des prêts sont portés, à compter du 1^{er} janvier 2016, à :

- voiture automobile : 7 907,05 € ;
- motocyclette : 1 903,14 € ;
- vélomoteur : 718,88 € ;
- cyclomoteur : 359,54 €.

Article 2

Lors du renouvellement éventuel du prêt accordé pour l'acquisition d'un véhicule automobile, le montant maximum de celui-ci, prévu à l'article 2 de l'avenant du 16 octobre 1958, est porté, compte tenu de l'évolution constatée de l'indice INSEE « Achat de véhicules », à compter du 1^{er} janvier 2016, à :

- voiture automobile : 5 211,42 €.

Fait à Paris, le 2 février 2016.

(Suivent les signatures.)

Convention collective nationale

**IDCC : 218. – ORGANISMES
DE SÉCURITÉ SOCIALE
(8 février 1957)**

AVENANT DU 2 FÉVRIER 2016

RELATIF AU REMBOURSEMENT

**DES PRÊTS ACCORDÉS AUX AGENTS DE DIRECTION, AUX AGENTS COMPTABLES ET AUX
INGÉNIEURS-CONSEILS EN VUE DE L'ACHAT D'UN VÉHICULE AUTOMOBILE**

NOR : ASET1650322M
IDCC : 218

Entre :

L'UCANSS,

D'une part, et

La CGT ;

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

La FEC FO ;

La PSTE CFDT ;

Le SNFOCOS CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 1^{er} des avenants du 19 décembre 1974 et du 2 janvier 1975 et compte tenu de l'évolution constatée de l'indice INSEE « Achat de véhicules », le montant du prêt est porté, à compter du 1^{er} janvier 2016, à une limite maximum de 7 907,05 €.

Article 2

Lors du renouvellement éventuel du prêt, le montant maximum de celui-ci, prévu aux articles 2 des avenants des 19 décembre 1974 et 2 janvier 1975, est porté, compte tenu de l'évolution de l'indice INSEE « Achat de véhicules », à compter du 1^{er} janvier 2016, à 5 211,42 €.

Fait à Paris, le 2 février 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3218

Convention collective nationale

**IDCC : 1261. – ACTEURS DU LIEN SOCIAL ET FAMILIAL
(Centres sociaux et socioculturels,
associations d'accueil de jeunes enfants,
associations de développement social local)**

AVENANT N° 02-16 DU 5 FÉVRIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JANVIER 2016

NOR : ASET1650335M
IDCC : 1261

Entre :

Le SNAECISO,

D'une part, et

La FSS CFDT ;

L'USPAOC CGT ;

La FSS CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunération minimum de branche

Dans l'article 1.3 du chapitre V de la convention collective nationale, le 3^e alinéa du paragraphe « Définitions » est ainsi modifié. Il annule et remplace le précédent :

« Le plancher conventionnel est fixé à 17 720 € annuels brut. »

Les autres dispositions de l'article 1.3 du chapitre V de la convention collective nationale restent inchangées.

Article 2

Entrée en vigueur, dépôt et extension

Les partenaires sociaux signataires conviennent d'une entrée en vigueur rétroactive du présent accord, et ce au 1^{er} janvier 2016.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès de la direction du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Les signataires demandent l'extension du présent accord dans les conditions fixées par les articles L. 2261-15, L. 2261-24 et L. 2261-25 du code du travail.

Fait au Kremlin-Bicêtre, le 5 février 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3085

Convention collective nationale
IDCC : 16. – TRANSPORTS ROUTIERS
ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES DU TRANSPORT

AVENANT N° 64 DU 7 JANVIER 2016
RELATIF AUX FRAIS DE DÉPLACEMENT DES OUVRIERS
(ANNEXE I)
NOR : ASET1650332M
IDCC : 16

Le protocole relatif aux frais de déplacement du 30 avril 1974, conclu en application de l'article 10 de la convention collective nationale, annexe I, des transports routiers et des activités auxiliaires du transport, modifié par les avenants n^{os} 1 à 63, ce dernier en date du 10 juin 2015, est à nouveau modifié comme suit :

Article 1^{er}

Taux des indemnités forfaitaires

Les taux des indemnités forfaitaires dans les entreprises du transport routier de marchandises, des activités auxiliaires du transport, du transport de déménagement, du transport de fonds et de valeurs et des activités de prestations logistiques, joints audit protocole, sont revalorisés et fixés tels que définis dans le tableau annexé au présent avenant, à compter du 1^{er} février 2016.

Article 2

Entrée en application

Le présent avenant est applicable à compter de sa signature.

Article 3

Publicité et dépôt

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, D. 2231-2 et L. 2261-15 du code du travail.

Fait à Paris, le 7 janvier 2016.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UFT ;
UNOSTRA ;
OTRE ;

CSD ;
FEDESFI ;
FNTR ;
FEDIMAG.

Syndicats de salariés :

FGTE CFDT ;
UNCP FO ;
FGT CFTC.

ANNEXE

Taux des indemnités du protocole relatif aux frais de déplacement des ouvriers (en vigueur à compter du 1^{er} février 2016)

(En euros.)

NATURE des indemnités	TAUX	RÉFÉRENCE aux articles du protocole
Indemnité de repas	13,32	Art. 3, alinéa 1
Indemnité de repas unique	8,20	Art. 4
Indemnité de repas unique « nuit »	7,98	Art. 12
Indemnité spéciale	3,61	Art. 7
Indemnité de casse-croûte	7,22	Art. 5
Indemnité de grand déplacement :		Art. 6
1 repas + 1 découcher	42,60	
2 repas + 1 découcher	55,92	

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale
IDCC : 1702. – TRAVAUX PUBLICS
(Tome II : Ouvriers)

ACCORD DU 1^{ER} FÉVRIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2016
(RHÔNE-ALPES)
NOR : ASET1650337M
IDCC : 1702

Entre :

La FRTP Rhône-Alpes ;

La fédération Rhône-Alpes des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'URCB CFDT Rhône-Alpes ;

L'UR BATIMAT-TP CFTC Rhône-Alpes ;

La SFR BTP FO Rhône-Alpes,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Cet accord est conclu conformément aux dispositions de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992, étendu par arrêté ministériel du 10 avril 2003 (*Journal officiel* du 20 avril 2003).

Il est applicable aux ouvriers des entreprises de travaux publics situées dans la région Rhône-Alpes dans ses limites territoriales en vigueur au 31 décembre 2015.

Les valeurs des minima annuels fixés sur la base de 35 heures par semaine ou de 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des ouvriers des travaux publics pour 2016 sont les suivantes :

(En euros.)

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM ANNUEL
I	1	100	18 752
	2	110	19 422
II	1	125	20 564
	2	140	22 473

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM ANNUEL
III	1	150	24 165
	2	165	26 235
IV		180	28 442

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) en vigueur.

Article 2

En application de l'article L. 3221-2 du code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 3

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction générale du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Lyon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 5

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Villeurbanne, le 1^{er} février 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3005-III

Convention collective nationale
IDCC : 2614. – TRAVAUX PUBLICS
(Tome III : ETAM)

ACCORD DU 1^{ER} FÉVRIER 2016
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2016
(RHÔNE-ALPES)
NOR : ASET1650336M
IDCC : 2614

Entre :

La FRTP Rhône-Alpes ;

La fédération Rhône-Alpes des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'URCB CFDT Rhône-Alpes ;

L'UR BATIMAT-TP CFTC Rhône-Alpes ;

La CFE-CGC BTP Rhône-Alpes ;

La SFR BTP FO Rhône-Alpes,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Cet accord est conclu conformément aux dispositions figurant en annexe VI de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006 étendue par arrêté ministériel du 15 juin 2007 (*Journal officiel* du 28 juin 2007). Il est applicable aux ETAM des entreprises de travaux publics situées dans la région Rhône-Alpes dans ses limites territoriales en vigueur au 31 décembre 2015.

Les valeurs des minima annuels fixés sur la base de 35 heures par semaine ou de 35 heures en moyenne sur l'année des positions de la classification des ETAM des travaux publics pour 2016 sont les suivantes :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL
A	18 838
B	20 378
C	22 118

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL
D	24 104
E	27 264
F	30 058
G	32 734
H	33 828

Aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) en vigueur.

Article 2

Les valeurs prévues à l'article 1^{er} ci-dessus sont majorées de 15 % pour les ETAM bénéficiant d'une convention de forfait en jours sur l'année, soit :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL
F	34 567
G	37 644
H	38 902

Article 3

En application de l'article L. 3221-2 du code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 4

Le présent accord sera déposé en deux exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction générale du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Lyon.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Article 6

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Villeurbanne, le 1^{er} février 2016.

(Suivent les signatures.)

Directeur de la publication : Yves Struillou

165160120-000416

Direction de l'information légale et administrative

ISSN en cours
